

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BOURSE DIRECT

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
au capital de 12.902.241 €
Siège social : 374 Rue Saint-Honoré – 75001 Paris
408 790 608 RCS Paris

Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2025 approuvés par l'Assemblée générale mixte du 12 mai 2026

A — Comptes sociaux**Bilan Actif**

(En euros)	Notes	31.12.2025	31.12.2024
Actif			
Caisse, banques centrales, C.C.P.	4.5.4	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	4.5.4	-	-
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	4.5.4	1 198 761 203	1 031 898 387
Opérations avec la clientèle	4.5.13	2 565 217	19 971 554
Obligations et autres titres à revenu fixe	4.5.5	5 023 002	5 017 493
Actions et autres titres à revenu variable	4.5.6	76 125 196	53 924 560
Participations et autres titres détenus à long terme	4.5.7	13 016 292	11 855 057
Parts dans les entreprises liées		-	-
Immobilisations incorporelles	4.5.8	23 441 361	22 420 134
Immobilisations corporelles	4.5.9	3 659 814	3 317 289
Capital souscrit non versé		-	-
Actions propres	4.5.16.4	-	6 086 101
Comptes de négociation et de règlement	4.5.10	20 466 254	6 341 568
Autres actifs	4.5.11	19 441 445	7 191 939
Comptes de régularisation	4.5.12	4 788 133	3 356 821
Total actif		1 367 287 917	1 171 380 902

Bilan Passif

(En euros)	Notes	31.12.2025	31.12.2024
Passif			
Banques centrales, C.C.P.	4.5.4	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	4.5.4	50 106 475	39 065 816
Opérations avec la clientèle	4.5.13	1 174 733 632	1 002 482 928
Dettes représentées par un titre	4.5.6	5 962 838	4 654 589
Autres passifs	4.5.14	23 430 895	20 356 888
Comptes de régularisation	4.5.14	1 319 596	1 073 618
Comptes de négociation et de règlement	4.5.10	19 687 414	14 930 474
Provisions	4.5.15	2 762 939	2 460 042
Dettes subordonnées		-	-
Capitaux propres	4.5.16	89 284 128	86 356 547
Capital souscrit		12 902 241	13 226 058
Primes d'émission		13 563 032	19 325 315
Réserves		1 399 032	1 399 032
Report à nouveau		42 084 349	34 145 601
Résultat de l'exercice		19 335 474	18 260 541
Total capitaux propres et passifs		1 367 287 917	1 171 380 902

Tableau des flux de trésorerie

› Tableau des flux de trésorerie

(En euros)	31.12.2025	31.12.2024
Résultat après impôts	19 335 474	18 260 541
+/- Amortissement net des immobilisations corporelles et incorporelles	2 384 766	2 478 253
- Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		
+/- Dotations nettes aux provisions	334 520	638 400
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-	-
+/- Pertes nettes / gains nets des activités d'investissement	-	-
+/- (Produits) / Moins-value de cession	-	-
+/- Autres mouvements	-	-
= Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt ou non liés à l'activité	2 719 286	3 116 653
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	-152 164 679	86 020 769
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	189 625 418	-113 536 285

+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-30 265 642	15 672 356
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs	-10 360 833	8 999 790
= Diminution/ (Augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-3 165 736	-2 843 370
Total des flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (a)	18 889 024	18 533 824
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-3 748 518	-4 641 567
Total des flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (b)	-3 748 518	-4 641 567
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-10 321 793	-8 260 715
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-1 161 235	-1 346 553
+/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	0	-5 318 850
Total des flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (c)	-11 483 028	-14 926 118
Augmentation/diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A+B+C+D)	3 657 478	-1 033 861
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	50 854 265	51 888 126
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	54 511 743	50 854 265
Variation nette de trésorerie	3 657 478	-1 033 861

II. - Compte de résultat

(En Milliers d'Euros)	Note	2025	2024
Intérêts et produits assimilés		36 790	39 857
Intérêts et charges assimilés		-1 068	-1 760
Commissions (produits)		39 150	35 179
Commissions (charges)		-5 808	-4 238
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat		-56	-20
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres		0	0
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur au coût amorti		0	0
Autres produits d'exploitation bancaire	4.2.19	1 223	1 351
Autres charges d'exploitation bancaire		0	0
Produit net bancaire	4.2.18	70 231	70 369
Charges générales d'exploitation	4.2.20	-40 223	-40 737
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		-3 395	-3 431
Résultat brut d'exploitation		26 613	26 201
Coût du risque	4.2.21	-14	-228
Résultat d'exploitation		26 599	25 973
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		82	0
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		0	20
Résultat courant avant impôts		26 681	25 993
Impôts sur les bénéfices	4.2.22	-6 852	-6 706
Résultat net		19 829	19 287
Participations ne donnant pas le contrôle		91	154
Résultat net Part du groupe		19 738	19 133
Résultat par action en Euros			
Résultat de base par action	4.2.23	0,38	0,37
Résultat dilué par action	4.2.23	0,38	0,37

III. – Affectation du résultat

Conformément à la décision de l'Assemblée générale des actionnaires qui s'est tenue le 14 mai 2025, le résultat 2024 a été affecté de la manière suivante :

- Distribution de dividendes	10 580 846,60 euros
- Report à nouveau	41 825 295,19 euros
Total	52 406 141,79 euros

IV - Annexe aux comptes sociaux

4.5.1 Principes, règles et méthodes comptables

Le règlement n°2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux entreprises d'investissements. Le règlement ANC n° 2023-03 a mis en cohérence le règlement ANC 2014-07 avec le règlement ANC n° 2022-06 « Modernisation des états financiers ». Par ailleurs, il est rappelé que les entreprises d'investissement doivent se reporter aux dispositions du règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général (qui a été modifié par le règlement n° 2022-06), pour les opérations non visées par le règlement ANC n° 2014-07.

4.5.1.1 Obligations et autres titres à revenu fixe, actions et autres titres à revenu variable

Les titres sont classés en fonction de :

- › leur nature : obligations et autres titres à revenu fixe, actions et autres titres à revenu variable ;
- › leur portefeuille de destination : transaction, placement, investissement correspondant à l'objet économique de leur détention.

Chaque catégorie de portefeuille suit la règle d'évaluation suivante :

› **titres de transaction** : ce sont les titres négociables sur un marché liquide qui sont acquis dans une intention de revente à brève échéance et dans un délai maximal de six mois. Ils font l'objet d'une évaluation sur la base de la valeur de marché à la date de clôture de l'exercice. Le solde des gains et des pertes latents ainsi constaté, de même que le solde des gains et pertes réalisés dans le cadre de cession des titres, est porté au compte de résultat.

› **Titres de placement** : ce sont les titres qui sont acquis avec l'intention de les détenir durant une période supérieure à six mois, à l'exception de ceux qui entrent dans la catégorie des titres d'investissement. Les actions et autres titres à revenu variable sont inscrits au bilan à leur coût d'achat hors frais d'acquisition ou à leur valeur d'apport. Les obligations et autres titres à revenu fixe sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition hors frais d'acquisition, et concernant les obligations, hors intérêts courus non échus à la date d'acquisition. Les différences entre les prix d'acquisition et les valeurs de remboursement (prime s'il elles sont positives, décotes s'il elles sont négatives) sont enregistrées en compte de résultat sur la durée de vie des titres concernés.

A la clôture de l'exercice, les titres sont évalués par rapport à leur valeur probable de négociation.

Dans le cas de titres cotés, celle-ci est déterminée en fonction du cours de bourse le plus récent. Aucune compensation n'est opérée entre les plus et moins-values latentes ainsi constatées, et seules les moins-values latentes sont comptabilisées par l'inscription d'une provision pour dépréciation du portefeuille titres. Le calcul tient compte le cas échéant des gains provenant des éventuelles opérations de couverture effectuées.

› **Titres d'investissement** : il s'agit de titres à revenu fixe que Bourse Direct a l'intention de détenir de façon durable et pour lesquels la société dispose de moyens lui permettant :

- › soit de se protéger de façon permanente contre une dépréciation des titres due aux variations de taux d'intérêt au moyen d'une couverture par des instruments financiers à terme de taux d'intérêts ;
- › soit de conserver effectivement les titres durablement par l'obtention de ressources, incluant les fonds propres disponibles globalement adossées et affectées au financement de ces titres.

Les titres d'investissement sont comptabilisés de manière identique aux titres de placement. Toutefois, à la clôture de l'exercice, les moins-values latentes ne donnent pas lieu à la constitution d'une dépréciation du portefeuille titres sauf s'il existe une forte probabilité de cession des titres à court terme, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres.

4.5.1.2 Effets publics et valeurs assimilées

Ce poste comprend les bons du Trésor et autres titres de créances sur des organismes publics émis en France, ainsi que les instruments de même nature émis à l'étranger, dès lors qu'ils sont éligibles aux interventions de la banque centrale du ou des pays où se trouve implanté l'établissement. La valeur d'inventaire est déterminée par rapport au cours de ces bons, le jour de la clôture de l'exercice.

4.5.1.3 Créances et dettes sur les établissements de crédit et assimilés

Ce poste comprend l'ensemble des créances et dettes, à vue ou à terme, détenues au titre d'opérations bancaires, sur des établissements de crédit et assimilés, à l'exception de celles matérialisées par un titre.

4.5.1.4 Opérations avec la clientèle

Ce poste couvre les créances et dettes de la clientèle ainsi que les créances et dettes vis-à-vis de sociétés liées. Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale après déduction des dépréciations économiquement nécessaires à la clôture de l'exercice.

La société applique les articles 2211-1 à 2231-5 et 2251 du Règlement ANC 2014-07 modifié relatifs au traitement comptable du risque de crédit et distingue comptablement les encours sains des encours douteux ; lorsqu'un passage en perte est envisagé, du fait de la forte dégradation des perspectives de recouvrement, les encours douteux sont considérés comme compromis et identifiés en tant que tels.

4.5.1.5 Actions propres

Au 31 décembre 2025, Bourse Direct ne détient plus d'actions propres. Au 31 décembre 2024, la société détenait 1 295 269 de ses propres titres dans le cadre de son programme de rachat d'actions propres, soit 2,45 % de son capital social. Ces titres étaient affectés à l'objectif d'annulation et ne faisaient pas l'objet d'une dépréciation si la valeur boursière à la date de clôture était inférieure à leur valeur d'acquisition.

4.5.1.6 Participations et autres titres détenus à long terme

Il s'agit de titres ou de parts dans les entreprises liées dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise. Les titres et parts sont évalués à leur coût d'acquisition y compris frais d'acquisition. A la clôture de l'exercice, ces éléments sont, le cas échéant, dépréciés pour les ramener à leur valeur d'inventaire à la date de clôture. La valeur d'inventaire est déterminée par le biais d'une méthode d'actualisation des cash-flows futurs actualisés incluant les perspectives de rentabilité.

4.5.1.7 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles, valorisées à leur coût d'acquisition ou de production, sont amorties ou dépréciées selon les critères suivants :

- › les amortissements des logiciels sont calculés selon la méthode linéaire sur 3 ans ;
- › les marques ne sont pas amorties.

Le fonds commercial, dont la durée d'utilisation est non limitée conformément aux critères définis dans l'article 214-1 du règlement ANC n° 2014-03 modifié, est enregistré au coût d'acquisition incluant les frais d'acquisition. Il fait l'objet d'une évaluation semestrielle de sa valeur d'utilité basée sur une méthode d'actualisation des cash-flows futurs actualisés. Une dépréciation est enregistrée lorsque la valeur ainsi calculée est inférieure à la valeur nette comptable du fonds commercial.

Les autres immobilisations incorporelles sont principalement constituées de développements technologiques et font l'objet d'un amortissement linéaire sur une durée de 1 à 3 ans. Une durée d'amortissement supérieure peut être appliquée pour certains biens spécifiques sur la base d'une note technique.

Les logiciels produits par la société sont immobilisés sur la base de leur prix de revient, déterminé à partir des temps passés et d'un coût horaire, et des factures reçues de prestataires externes, dès lors que le projet est identifié et fait l'objet d'un cahier des charges précis. L'amortissement de ces logiciels débute dès leur mise en service, et est effectué sur la durée d'utilisation prévue, n'excédant pas 3 ans.

4.5.1.8 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles brutes figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

Les frais d'entretien et de réparation sont passés en charges de l'exercice, sauf ceux exposés pour une augmentation de productivité, ou la prolongation de la durée d'utilisation d'un bien.

Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire, sur la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations, et en accord avec la législation fiscale en vigueur. Une durée d'amortissement supérieure peut être appliquée pour certains biens spécifiques sur la base d'une note technique. Ces durées sont principalement les suivantes :

	Nombre d'années
Agencements, installations des constructions	3 à 10
Installations générales	5 à 10
Matériel de bureau et informatique	2 à 5
Mobilier	5 à 10

4.5.1.9 Autres actifs

Les autres actifs sont enregistrés à leur valeur nominale, après déduction des dépréciations et des amortissements économiquement nécessaires.

4.5.1.10 Comptes de négociation et de règlement

Ce poste recouvre les comptes de négociation et de règlement qui enregistrent, au coût historique, dès la date de transfert de propriété, l'ensemble des achats et des ventes d'instruments financiers pour compte propre ou pour compte de tiers, dont les opérations de livraison et de règlement ne sont pas encore dénouées. Sur le marché au comptant français, la date de transfert de propriété est la date de négociation.

Lorsque la date de transfert de propriété est postérieure à la date de négociation, les titres sont, dans l'intervalle, inscrits au hors bilan.

Les comptes de négociation et de règlement englobent également les opérations sur titres (coupons, souscription...) échues et non encore dénouées (cas de certaines places étrangères).

4.5.1.11 Provisions

Les provisions pour risques et pour charges, conformément aux prescriptions des articles 322-2 à 322-3 et 323 du Règlement ANC n° 2014-03 modifié, sont destinées à couvrir des risques et des charges, nettement précisés quant à leur objet et que des événements survenus ou en cours à la clôture de l'exercice rendent probables.

4.5.1.12 Engagements envers le personnel

Les engagements envers le personnel concernent les indemnités de fin de carrière et la médaille du travail pour les salariés de la société. Les engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière sont évalués en application de la méthode préférentielle. Le calcul des engagements est fondé sur la méthode actuarielle. Selon cette méthode, le montant des engagements est déterminé en calculant le montant des prestations dues à la date de départ à la retraite en tenant compte d'une projection des salaires et de l'ancienneté à cette date. Sont ensuite pris en compte les facteurs d'actualisation et de probabilité de présence et de survie jusqu'à la date de départ à la retraite. Enfin, le ratio de l'ancienneté à la date d'évaluation est appliqué pour déterminer les engagements à la date d'évaluation. Le montant de cet engagement ainsi calculé est enregistré au passif du bilan dans le poste des provisions pour charges.

Les hypothèses actuarielles retenues dans le cadre de l'évaluation des engagements envers le personnel (indemnités de fin de carrière et médaille du travail) sont les suivantes :

› Taux d'escompte :	3,96 %
› Taux de mortalité :	TH/TF 2000-2002 décalée
› Taux de rotation :	de 23,04 % à 0 % de 20 ans à 55 ans pour les cadres et de 26,79 % à 0 % de 20 ans à 55 ans pour les non-cadres. 0 % à partir de 56 ans.
› Evolution future des salaires :	2,5 % (incluant l'inflation)
› Charges patronales :	57,9 %
› Age de départ à la retraite :	De 62 à 67 ans selon l'année de naissance et le statut.

Les engagements de départ en retraite représentent 2 125 K€ au 31/12/2025 (contre 2 024 K€ au 31/12/2024).

L'engagement est comptabilisé à hauteur de 1 882 K€ en provision pour risques et charges (contre 1 717 K€ au titre de l'exercice précédent) sans tenir compte des écarts actuariels et du coût des services passés historiques.

Les écarts actuariels sont étalés en résultat selon la méthode du corridor.

Les écarts actuariels et les coûts des services passés non comptabilisés s'élèvent à 243 K€ au 31/12/2025 contre 307 K€ pour l'exercice précédent. Ils sont présentés en engagements hors bilan (note 4.5.23.1 – Autres engagements donnés).

4.5.1.13 Reconnaissance des revenus

Les revenus d'exploitation bancaire regroupés sous la rubrique « Commissions - Produits » sont essentiellement constitués par :

- › les commissions et courtages,
- › les revenus du SRD et du ROR,
- › les droits de garde,
- › les autres prestations avec la clientèle.

Ils sont reconnus sur la base du relevé des opérations de la période écoulée fourni par l'ensemble des intermédiaires négociateurs et teneurs de comptes. Les frais de compensation, tenue de comptes et de négociation versés à l'intermédiaire qui exécute les ordres de clients sur le marché, ainsi que la rémunération des différents intermédiaires figurent en charges d'exploitation bancaire sous la rubrique « Commissions - Charges ».

Les revenus connexes aux services d'investissement, correspondant aux activités suivantes qui se situent dans le prolongement des activités de Bourse Direct sont regroupés sous la rubrique « Autres produits d'exploitation bancaire » :

- › les rémunérations de comptes clients,
- › les produits d'activités annexes,
- › les autres produits financiers.

Les revenus de trésorerie sont reconnus sur la base du taux d'intérêt applicable à la date d'arrêt, compte tenu du fait que les placements sont maintenus jusqu'à leur échéance.

Le chiffre d'affaires est la somme des produits de commissions, des revenus connexes, des revenus de trésorerie ainsi que des gains sur opérations de portefeuille de négociation liés à l'activité clients.

4.5.1.14 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel enregistre l'ensemble des éléments qui, du fait de leur nature ou de leur montant, ne peuvent pas être rattachés aux activités ordinaires de l'entreprise.

4.5.1.15 Résultat net par action

Le résultat par action est obtenu en divisant le résultat net revenant à la société par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, déduction faite des titres d'autocontrôle. Le résultat dilué par action correspond à la division entre, au numérateur, le résultat net de la société avant dilution corrigé des éléments liés à l'exercice des instruments dilutifs et, au dénominateur, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice augmenté du nombre d'actions qui seraient créées dans le cadre de l'exercice des instruments dilutifs, déduction faite des titres d'autocontrôle.

Aucun élément dilutif n'existe au 31 décembre 2025 (cf. 4.5.16.3 et 4.5.16.4).

4.5.2 Changement de méthodes comptables

A partir du 1^{er} janvier 2025 le règlement ANC n° 2023-03 a mis en cohérence le règlement ANC 2014-07 avec le règlement dit de modernisation des états financiers ANC N°2022-06.

L'impact sur les comptes de Bourse Direct est non significatif. »

4.5.3 Evénements significatifs de la période

Bourse Direct enregistre plus de 5,4 millions d'ordres exécutés en 2025 pour sa clientèle directe, volume en hausse de 16,9 % par rapport à l'année 2024. Bourse Direct a procédé à la levée de la dernière option portant sur 10 % du capital d'EXOE et détient ainsi 100 % du capital de la société EXOE depuis juin 2025.

4.5.4 Caisse, créances et dettes sur les établissements de crédit

Les comptes de banque et de caisse s'analysent comme suit :

(En euros)	Créances		Dettes	
	31.12.2025	31.12.2024	31.12.2025	31.12.2024
Caisse				
Banques centrales, CCP				
Effets publics et valeurs assimilées				
Comptes ordinaires à vue	221 180 581	65 010 317	1 589	3 878
<i>Dont trésorerie propre</i>	<i>18 066 675</i>	<i>17 328 628</i>		
Créances et dettes à terme	977 580 622	966 888 070	50 104 886	39 061 938
<i>Dont trésorerie propre</i>	<i>31 422 066</i>	<i>28 525 637</i>		
Total	1 198 761 203	1 031 898 387	50 106 475	39 065 816

Bourse Direct place les fonds déposés par sa clientèle principalement sur des comptes à terme, dans le cadre de ses obligations réglementaires sur le cantonnement des actifs de la clientèle des entreprises d'investissement.

La trésorerie de la société, qui s'élève au 31 décembre 2025 à 54 511 743 euros est présentée dans cette rubrique mais également en Obligations et autres titres à revenu fixe (cf. 4.5.5).

Les dettes à terme d'un montant de 50 104 886 euros sont liées au financement des positions différées (SRD et ROR) de la clientèle de la société.

Ces créances sont mobilisables à tout moment ; les dettes ont une échéance inférieure à un an.

4.5.5 Obligations et autres titres à revenu fixe

Au 31 décembre 2025, Bourse Direct a placé une partie de sa trésorerie propre en bons à moyen terme négociables émis par un établissement appartenant à un grand groupe bancaire français.

(En euros)	31.12.2025	31.12.2024
BMTN	5 023 002	5 017 493
Total	5 023 002	5 017 493

4.5.6 Actions et autres titres à revenu variable et dettes représentées par un titre

Au 31 décembre 2025, les postes « Actions et autres titres à revenu variable » et « Dettes représentées par un titre » se composent de la façon suivante :

(En euros)	Actif		Passif	
	31.12.2025	31.12.2024	31.12.2025	31.12.2024
Actions et autres titres à revenu variable (Actif)/ Dettes représentées par un titre (Passif)	76 125 196	53 924 560	5 962 838	4 654 589
Total	76 125 196	53 924 560	5 962 838	4 654 589

Ces postes sont associés à l'activité à règlement différé des clients de Bourse Direct. Il s'agit de créances ou dettes liées aux titres acquis ou vendus pour le compte de la clientèle de Bourse Direct et dont le règlement est différé à la liquidation sauf option de report du client. Les opérations sont présentées de façon décompensée selon qu'elles sont acheteuses ou vendeuses.

4.5.7 Participations et autres titres détenus à long terme

Participation Easdaq

Au 31 décembre 2025, Bourse Direct détient un investissement total de 1 500 069 euros dans Easdaq N.V., société non cotée établie en Belgique, soit une participation de 9,36 %.

Au 31 décembre 2025, cette participation a fait l'objet d'une évaluation de projection des cash-flows futurs actualisés basée sur les prévisions de la société visant à s'assurer que sa valeur d'utilité est au moins égale à sa valeur nette comptable.

Dans le cadre de ces évaluations, les principaux paramètres utilisés dans le cadre de l'actualisation des cash-flows et de la détermination de la valeur terminale sont les suivants :

› Taux d'actualisation	9,34 %
› Taux de croissance à long terme :	2 %
› Taux de croissance de l'activité :	selon le budget entériné par la société.

Le taux d'actualisation est appliqué sur une projection de cash-flow prévisionnel après impôts.

La sensibilité de la valeur d'utilité ainsi déterminée à la variation des deux premières hypothèses clefs est faible. Ainsi, une augmentation de 100 points de base appliquée au taux d'actualisation n'entraînerait pas une baisse de la valeur d'utilité qui nécessiterait de constater une dépréciation ; il en est de même pour une réduction de 100 points de base du taux de croissance à long terme.

La sensibilité de la valeur d'utilité à la variation de la troisième hypothèse est plus importante mais une réduction de 100 points de base appliquée au résultat d'exploitation pour chaque année du budget ne nécessiterait pas de constater de dépréciation.

Sur la base de cette analyse, aucune dépréciation n'est nécessaire au 31 décembre 2025.

Participation Exoé

Bourse Directa procédé en juin 2025 à l'acquisition de 10 % complémentaires dans sa participation Exoé, table de négociation indépendante dédiée aux professionnels, et détient ainsi un investissement total de 11 516 223 euros au 31 décembre 2025, soit une participation de 100,00 %

Au 31 décembre 2025, cette participation a fait l'objet d'une évaluation de projection des cash-flows futurs actualisés basée sur les prévisions de la société visant à s'assurer que sa valeur d'utilité est au moins égale à sa valeur nette comptable.

Dans le cadre de ces évaluations, les principaux paramètres utilisés dans le cadre de l'actualisation des cash-flows et de la détermination de la valeur terminale sont les suivants :

› Taux d'actualisation	10,35 %
› Taux de croissance à long terme :	2 %
› Taux de croissance de l'activité :	selon le budget entériné par la société.

Le taux d'actualisation est appliqué sur une projection de cash-flow prévisionnel après impôts.

La sensibilité de la valeur d'utilité ainsi déterminée à la variation des deux premières hypothèses clefs est faible. Ainsi, une augmentation de 100 points de base appliquée au taux d'actualisation n'entraînerait pas une baisse de la valeur d'utilité qui nécessiterait de constater une dépréciation ; il en est de même pour une réduction de 100 points de base du taux de croissance à long terme.

La sensibilité de la valeur d'utilité à la variation de la troisième hypothèse est plus importante mais une réduction de 100 points de base appliquée au résultat d'exploitation pour chaque année du budget ne nécessiterait pas de constater de dépréciation.

Sur la base de cette analyse, aucune dépréciation n'est nécessaire au 31 décembre 2025.

4.5.8 Immobilisations incorporelles

La variation des immobilisations incorporelles qui sont inscrites à l'actif en application des principes décrits en note 4.5.1.7, et des amortissements correspondants se présentent comme suit :

(En euros)	Valeur brute au 31.12.2024	Augmentation	Diminution	Valeur brute au 31.12.2025
Marques et brevets	16 769	-	-	16 769
Logiciels	877 480	-	-647 970	229 510
Autres immobilisations incorporelles (plateformes, développements, ...)	26 160 964	2 192 444	-7 470	28 345 938
Fonds commercial	14 911 341	-	-	14 911 341
Immobilisations incorporelles en cours	2 958 058	1 864 683	-1 601 644	3 221 097
Total	44 924 612	4 057 127	-2 257 084	46 724 655

(En euros)	Amortissements et dépréciations cumulés au 31.12.2024	Dotations	Reprises	Amortissements et dépréciations cumulés au 31.12.2025
Marques et brevets	-	-	-	-
Logiciels	827 261	35 626	-647 970	214 917
Autres immobilisations incorporelles (plateformes, développements, ...)	21 677 217	1 391 160	-	23 068 377
Fonds commercial	-	-	-	-
Total	22 504 478	1 426 786	-647 970	23 283 294

(En euros)	Valeurs Nettes Comptables 31.12.2025	Valeurs Nettes Comptables 31.12.2024
Marques et brevets	16 769	16 769
Logiciels	14 593	50 219
Autres immobilisations incorporelles	5 277 561	4 483 747
Fonds commercial	14 911 341	14 911 341
Immobilisations en cours	3 221 097	2 958 058
Total	23 441 361	22 420 134

Le poste « Fonds commercial » comprend les fonds de commerce acquis ou intégrés par Bourse Direct lors d'opérations de croissance externe. Cette clientèle est toujours exploitée par la société au travers de ses différentes marques.

Sur une base semestrielle, le fonds commercial fait l'objet d'une analyse visant à s'assurer que sa valeur d'utilité est au moins égale à sa valeur nette comptable ; cette dernière comprend comme critères principaux une analyse de cash-flows futurs actualisés ainsi que d'autres indicateurs d'activité tels que le nombre de comptes clients ou le niveau d'activité de la clientèle (volume d'ordres exécutés). Dans le cadre de ces évaluations, les principaux paramètres utilisés dans le cadre de l'actualisation des cash-flows et de la détermination de la valeur terminale sont les suivants :

› Taux d'actualisation :	11,76 %
› Durée d'actualisation :	5 ans
› Taux de croissance à long terme :	2 %
› Taux de croissance de l'activité et du volume d'ordres exécutés :	entre 4 % et 7 % selon l'échéance.

Le taux d'actualisation est appliqué sur une projection de cash-flow prévisionnel après impôts.

La sensibilité de la valeur d'utilité ainsi déterminée à la variation de la première et troisième hypothèse est faible. Ainsi, une augmentation de 100 points de base appliquée au taux d'actualisation n'entraînerait pas une baisse de la valeur d'utilité qui nécessiterait de constater une dépréciation ; il en est de même pour une réduction de 100 points de base du taux de croissance à long terme.

La sensibilité de la valeur d'utilité à la variation de la quatrième hypothèse est plus importante mais une réduction de 100 points de base appliquée au taux de croissance du volume d'ordres ne nécessiterait pas de constater de dépréciation.

Sur la base de cette analyse, aucune dépréciation n'est nécessaire au 31 décembre 2025.

Les immobilisations en cours comprennent principalement des logiciels et développements informatiques en cours de réalisation par la société.

4.5.9 Immobilisations corporelles

La variation des immobilisations corporelles qui sont inscrites à l'actif en application des principes décrits en note 4.5.1.8, et des amortissements correspondants se présentent comme suit :

(En euros)	Valeur brute au 31.12.2024	Augmentation	Diminution	Valeur brute au 31.12.2025
Agencements, installations	189 508	128 158	-	317 666
Matériel de transport	27 908	-	-	27 908
Matériel de bureau informatique	6 854 655	1 074 410	-1 099 364	6 829 701
Mobilier	63 644	5 551	-	69 195
Immobilisations corporelles en cours	53 596	230 523	-284 119	0
Autres immobilisations corporelles	-	145 981	-	145 981
Total	7 189 311	1 584 623	-1 383 483	7 390 451

(En euros)	Amortissements cumulés au 31.12.2024	Dotations	Reprises	Amortissements cumulés au 31.12.2025
Agencements, installations	30 014	30 558	-	60 572
Matériel de transport	18 376	9 303	-	27 679
Matériel de bureau informatique	3 807 105	901 464	-1 099 364	3 609 205
Mobilier	16 527	11 775	-	28 302
Autres immobilisations corporelles	-	4 879	-	4 879
Total	3 872 022	957 979	-1 099 364	3 730 637

(En euros)	Valeurs Nettes Comptables 31.12.2025	Valeurs Nettes Comptables 31.12.2024
Agencements, installations	257 094	159 494
Matériel de transport	229	9 532
Matériel de bureau informatique	3 220 496	3 047 550
Mobilier	40 893	47 117
Immobilisations corporelles en cours	-	53 596
Autres immobilisations corporelles	141 102	-
Total	3 659 814	3 317 289

4.5.10 Comptes de négociation et de règlement

Ce poste se décompose de la façon suivante :

(En euros)	Actif		Passif	
	31.12.2025	31.12.2024	31.12.2025	31.12.2024
Comptes de négociation et règlement	20 466 254	6 341 568	19 687 414	14 930 474
Total	20 466 254	6 341 568	19 687 414	14 930 474

Les comptes de négociation et de règlement résultent des opérations sur titres menées par Bourse Direct dans le cadre de son activité de compensateur-négociateur et constituent principalement des comptes de suspens techniques vis-à-vis du marché.

4.5.11 Autres actifs

Ils s'analysent comme suit :

(En euros)	31.12.2025	31.12.2024
Immobilisations financières	438 089	432 742
Personnel	1 600	1 200
Etat et organismes sociaux	1 725 591	1 639 104
Débiteurs divers	17 276 165	5 118 893
Total	19 441 445	7 191 939

Les débiteurs divers sont principalement composés du dépôt de garantie versé dans le cadre de l'activité sur les marchés dérivés de la clientèle.

A l'exception des immobilisations financières, principalement composées de dépôts et cautionnements constitués dans le cadre des activités de la société, les autres actifs sont tous, sauf cas particulier, à échéance de moins d'un an.

4.5.12 Comptes de régularisation actif

La nature des principales composantes de ces comptes de régularisation est précisée ci-dessous :

(En euros)	31.12.2025	31.12.2024
Charges constatées d'avance	3 642 554	2 416 641
Maintenance informatique	964 241	484 225
Achat d'informations et de flux	116 318	237 823
Redevances – Licences	2 296 226	1 445 291
Divers	265 769	249 302
Fournisseurs – Avoirs à recevoir	263 312	88 650
Produits à recevoir	882 267	851 530
Total	4 788 133	3 356 821

4.5.13 Opérations avec la clientèle

Ce poste se décompose de la façon suivante :

(En euros)	31.12.2025	31.12.2024
<i>Actifs</i>		
Créances sur des sociétés liées	1 062 482	1 088 966
Créances clients	2 074 121	19 422 350
Dépréciation de créances douteuses	-571 386	-539 762

Total	2 565 217	19 971 554
<i>Passif</i>		
Comptes courants vis-à-vis de sociétés liées	359 373	326 875
Clients de la société de bourse	15 102	39 134
Avoirs de la clientèle (1)	1 174 359 157	1 002 116 919
Total	1 174 733 632	1 002 482 928
<i>(1) Ce poste est composé des dépôts clients à vue et des PEA</i>		

Ces créances et ces dettes ont une échéance de moins d'un an exception faite de créances clients à plus d'un an, considérées comme douteuses et faisant l'objet d'une dépréciation à 100 % pour la part non couverte par les garanties obtenues par la société lorsqu'une espérance de recouvrement existe ; dans le cas contraire, ces créances sont passées en perte (cf. note 4.5.20).

4.5.14 Autres passifs et comptes de régularisation

Les autres passifs et comptes de régularisation s'analysent comme suit :

(En euros)	31.12.2025	31.12.2024
Fournisseurs	3 563 586	2 781 912
Provision pour primes, congés payés et participation	4 053 773	4 667 220
Dettes sociales et fiscales	4 327 629	4 779 221
Dépôts de garantie clients	11 440 907	8 108 535
Créditeurs divers	45 000	20 000
Autres passifs	23 430 895	20 356 888
Charges à payer	1 214 471	1 028 621
Produits constatés d'avance	105 125	44 997
Comptes de régularisation	1 319 596	1 073 618
Total autres passifs et comptes de régularisation	24 750 491	21 430 506

Les autres passifs sont tous à échéance de moins d'un an.

Les sommes présentées sous la rubrique « dépôts de garantie clients » correspondent aux sommes données en garantie par les clients dans le cadre de leur activité à règlement différé et sur les marchés dérivés.

4.5.15 Provisions

Les mouvements de provisions se présentent comme suit :

(En euros)	Montant au 31/12/2024	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Montant au 31/12/2025
			Utilisées	Non utilisées	
Provisions :					
› liées au personnel	-	-	-	-	-
› liées aux litiges clients et autres	-	-	-	-	-
Provisions pour impôts	500 000	-	-	-	500 000
Autres provisions	-	-	-	-	-
Sous total des provisions	500 000	-	-	-	500 000
Provision pour engagements envers le personnel	1 960 042	474 188	171 291	-	2 262 939
Total	2 460 042	474 188	171 291	-	2 762 939

A l'issue d'un contrôle de l'AMF réalisé en 2024 au titre des activités de 2022 et 2023, l'AMF a engagé une procédure de sanctions à l'encontre de Bourse Direct sur la base de deux griefs portant sur des sujets techniques sans relation avec la clientèle. La procédure étant en cours, le montant du risque relatif à la sanction n'a pu être apprécié à ce stade. Aucune provision n'a été enregistrée dans les comptes de la société au 31 décembre 2025.

4.5.16 Capitaux propres et plans dont le paiement est fondé sur des actions

4.5.16.1 Variation des capitaux propres

A la clôture de l'exercice, le capital social est composé de 51 608 964 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,25 euro chacune contre 52 904 233 actions au 31 décembre 2024, baisse liée à l'annulation de 1 295 269 actions propres au cours de l'exercice.

En Euros	31-déc.-24	Affectation résultat 2024	Dividende versé	Opérations sur le capital	Résultat de la période	31-déc.-25
Capital social	13 226 058			-323 817		12 902 241
Prime d'émission	19 325 315			-5 762 283		13 563 032
Réserves	1 399 032					1 399 032
Report à nouveau	34 145 601	7 679 694	259 054			42 084 349
Résultat de la période	18 260 542	-7 679 694	-10 580 847		19 335 474	19 335 474
Total	86 356 548	0	-10 321 793	-6 086 100	19 335 474	89 284 128

4.5.16.2 Plan d'options de souscription d'actions

Au 31 décembre 2025, il n'existe aucun plan de souscription d'actions en vigueur.

4.5.16.3 Plan d'attribution d'actions gratuites

Au 31 décembre 2025, il n'existe aucun plan d'attribution d'actions gratuites en vigueur.

4.5.16.4 Actions propres

Au 31 décembre 2025, Bourse Direct ne détient plus d'actions propres.

Les variations enregistrées en 2025 sont les suivantes :

En Euros	Situation au 31/12/2024			Augmentations : Rachats			Diminutions : cessions / annulations			Situation au 31/12/2025		
	Valeur unitaire	Nombre d'actions	Valeur	Valeur unitaire	Nombre d'actions	Valeur	Valeur unitaire	Nombre d'actions	Valeur	Valeur unitaire	Nombre d'actions	Valeur
Actions rachetées avec objectif d'annulation	4,70	1 295 269	6 086 101	0	0	0	4,70	1 295 269	6 086 101	0	0	0

4.5.17 Produit net bancaire

Le produit net bancaire s'établit à 64 297 058 euros en 2025, à comparer à 62 876 241 euros en 2024, soit en hausse de 2,3 %. Les principales composantes du produit net bancaire sont les suivantes :

- › des produits de commission qui s'établissent à 32 051 899 euros en 2025, contre 27 166 182 euros en 2024 ;
- › des frais d'exécution des transactions pour un montant de 5 808 431 euros en 2025, contre 4 237 601 euros en 2024 ;

pour un nombre total d'ordres exécutés de 4,6 millions contre 5,4 millions d'ordres en 2024.

Les autres revenus proviennent essentiellement de produits de trésorerie et de tenue de comptes. Les autres produits d'exploitation sont, quant à eux, présentés en note 4.5.18.

Le chiffre d'affaires s'élève à 69 201 983 euros en hausse de 2,7 % par rapport à 2024.

4.5.18 Autres produits d'exploitation bancaire

Les autres produits d'exploitation bancaire se décomposent comme suit :

(En euros)	2025	2024
Produits réalisés avec les sociétés liées	182 736	183 193
Autres produits	1 094 715	1 277 246
Total	1 277 451	1 460 439

Les autres produits sont principalement constitués de prestations informatiques et de ventes d'espaces publicitaires.

4.5.19 Charges générales d'exploitation

Les charges générales d'exploitation se composent comme suit :

(En euros)	2025	2024
Rémunération du personnel	8 806 322	9 093 818
Charges sociales	4 245 677	4 064 816
Impôts et taxes	1 393 105	1 499 710
Autres services techniques	12 623 280	11 542 968
Honoraires et frais annexes	1 642 370	1 518 705
Publicité, publications et relations publiques	1 321 686	1 368 964
Participation des salariés	1 905 793	1 976 675
Autres charges d'exploitation	4 216 711	4 630 655
Total	36 154 934	35 696 310

Les principales charges générales d'exploitation de la société sont constituées de frais de personnel, pour un montant de 13 051 999 euros en 2025, contre 13 158 634 euros en 2024 (hors participation). Les charges sociales incluent un montant de 859 096 euros au titre des charges de retraite.

4.5.20 Coût du risque

Ce poste enregistre une charge nette de 31 623 euros en 2025 contre une charge nette de 179 366 euros en 2024. Il est principalement constitué de dotations et de reprises de dépréciation de créances de clients.

4.5.21 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel enregistre une charge nette de 8 336 euros contre une charge nette de 2 447 euros sur la même période en 2024.

4.5.22 impôt sur les bénéfices

Bourse Direct constate au titre de l'exercice 2025 une charge d'impôt de 6 381 925 euros contre 6 259 324 euros en 2024. Aucune charge d'impôt relative au résultat exceptionnel n'est à constater.

Pour rappel, la société avait également constaté au 31 décembre 2020 une dotation pour risque sur litige fiscal d'un montant de 500 000 € (cf. Note 4.5.15 - Provisions) à la suite d'un contrôle fiscal conduisant à une proposition de rectification au titre de l'intégralité du CIR sur les 4 années contrôlées (exercices 2014 à 2017) d'un montant total de 1,6 million d'euros. La société conteste la position de l'administration fiscale sur la majorité des dossiers concernés et est actuellement dans un processus de réclamation contentieuse.

4.5.23 Autres informations**4.5.23.1 Engagements hors-bilan**

(En euros)	31.12.2025	31.12.2024
Engagements donnés		
Titres en conservation	-	-
Titres à livrer	79 394 953	56 403 748
Garantie à 1 ^{ère} demande donnée	-	-
Autres engagements donnés	242 980	306 674
Total	79 637 933	56 710 422
Engagements reçus		
Titres à recevoir	56 139 461	43 781 074
Découvert autorisé des banques	-	-
Caution reçue sur découvert autorisé	-	-
Caution reçue sur garantie à 1 ^{ère} demande	-	-
Autres garanties reçues de la clientèle	46 323 534	59 767 683
Autres engagements reçus	-	-
Total	102 462 995	103 548 757

Les titres à livrer et à recevoir reflètent les opérations d'achats et de ventes de titres pour le compte des clients de la société.

Les titres détenus en conservation pour le compte des clients représentent 9 137 millions d'euros au 31 décembre 2025 et 7 914 millions d'euros au 31 décembre 2024. Le stock de titres de la clientèle prêté dans le cadre du service de prêt de titres s'élève à 24,2 millions d'euros au 31 décembre 2025.

4.5.23.2 Transactions avec les parties liées

Un contrat de sous-location est conclu avec son actionnaire ultime, Viel et Compagnie-Finance. Les loyers et de charges locatives sur l'exercice 2025 facturées par la Société Viel et Compagnie-Finance s'élèvent à 1 587 827,18 euros.

Une convention de trésorerie existe entre Bourse Direct et la société VIEL & Cie. Au 31 décembre 2025, l'avance en compte courant de notre Société est nulle et aucune charge d'intérêts n'a été générée en 2025.

4.5.23.3 Effectif

	2025	2024
Effectif à la clôture	133	135
<i>Cadre</i>	120	120
<i>Non cadre</i>	13	15
Effectif moyen	131,4	135,4
<i>Cadre</i>	121,3	120,4
<i>Non cadre</i>	10,1	15

4.5.23.4 Rémunération des dirigeants

Les rémunérations versées en 2025 aux membres du Conseil de surveillance et du Directoire, se répartissent de la façon suivante :

(En euros)	2025
Conseil de surveillance	20 000
Directoire	1 249 375
Total	1 269 375

Les membres du Conseil de surveillance indépendants ont perçu en 2025 une enveloppe globale d'un montant net de 20 000 euros.

Les autres membres du Conseil de Surveillance ne perçoivent aucune rémunération au titre de leur mandat social.

Conformément à l'article L. 225-43 du Code de commerce, aucune avance ni aucun crédit n'a été consenti aux dirigeants de la société.

4.5.23.5 Risques potentiels

Bourse Direct opère dans le secteur financier et fait l'objet d'une surveillance par les autorités de régulation prudentielle et de marché. Ainsi, des contrôles, pouvant déboucher sur des procédures, sont régulièrement diligentés au sein de la société dans le cadre de cette surveillance.

4.5.23.6 Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires versés en 2025 et 2024 par la société à ses commissaires aux comptes sont les suivants :

	KPMG				Talenx Alteis			
	Montant (€ HT)		%		Montant (€ HT)		%	
	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels & Conso	116 560	114 275	55 %	55 %	96 590	94 695	45 %	45 %
Autres services	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	116 560	114 275	55 %	55 %	96 590	94 695	45 %	45 %
Autres prestations rendues par les réseaux								
Juridique, fiscal, social			-	-			-	-
Autres (préciser si > 10 % des honoraires d'audit)			-	-			-	-
Sous-total			-	-			-	-
Total	116 560	114 275	55 %	55 %	96 590	94 695	45 %	45 %

4.5.24 Consolidation de bourse direct

Bourse Direct établit des comptes consolidés et est par ailleurs intégrée dans la consolidation des comptes de VIEL & Cie, dont le siège social est situé au 9, Place Vendôme - 75001 Paris, et dont la maison mère est Viel et Compagnie-Finance, 23 Place Vendôme - 75001 PARIS.

4.5.25 Evénements postérieurs à la date de clôture

Au jour de l'arrêté des comptes, Bourse Direct n'a connu aucun événement significatif depuis la clôture de l'exercice 2025.

Tableau des filiales et participations

En K€	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Dépréciation des prêts et avances aux filiales	Provision pour risques filiales	Cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultat (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par les sociétés au cours de l'exercice
				Brute	Nette							
EASDAQ NV	2 633	-1 066	9,36 %	1 500	1 500	-	-	-	-	10 428	871	-
EXOE SAS	530	3 193	100 %	11 516	11 516	-	-	-	-	7 092	1 502	1 121

Résultat et autres éléments caractéristiques de la société relatifs aux cinq derniers exercices

(En euros)	Exercice 31.12.2021	Exercice 31.12.2022	Exercice 31.12.2023	Exercice 31.12.2024	Exercice 31.12.2025
Capital en fin d'exercice					
Capital social	13 876 597	13 499 845	13 226 058	13 226 058	12 902 241
Nombre d'actions ordinaires existantes	55 506 388	53 999 379	52 904 233	52 904 233	51 608 964
Nombre maximal d'actions futures à créer par exercice de droits de souscription					
Nombre d'actions créées par exercice de droits de souscription					
Opérations et résultat de l'exercice					
PNB	39 836 391	36 621 682	56 641 311	62 876 241	64 297 058
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	12 445 493	9 524 836	21 948 039	25 659 843	26 530 892
Impôts sur les sociétés	-2 732 273	-1 627 789	-5 625 659	-6 259 324	-6 381 925
Résultat après impôts, participation et dotations aux amortissements et provisions	7 321 608	5 480 535	15 426 104	18 260 541	19 335 474
Résultat distribué	3 885 447	4 319 950	8 464 677	10 321 793	*
Résultat par action					
Résultat après impôts mais avant participation des salariés, dotations aux amortissements et provisions	0,17	0,15	0,31	0,37	0,39
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	0,13	0,41	1,17	1,38	1,50
Dividende attribué à chaque action	0,07	0,08	0,16	0,20	*
Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	118	130	129	134	134
Montant de la masse salariale de l'exercice	7 753 700	8 341 732	9 151 577	10 030 585	9 690 912
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	3 877 483	3 855 918	4 439 222	4 830 927	4 975 613

* Un dividende de 0,24 euro par action sera proposé à l'Assemblée Générale du 12 mai 2026

26 - Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels 2024

A l'Assemblée Générale de la société Bourse Direct,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Bourse Direct S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion**› Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

› Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

› Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « 4.5.1 Principes, règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthodes comptables relatif à la première application des règlements ANC n° 2022-06 et n° 2023-03.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

› Evaluation des titres de participation

Point clé de l'audit

Les titres de participation figurent à l'actif du bilan pour un montant de 13 m€. Ce poste correspond à la détention de 9,36 % du capital de la société EASDAQ N.V. pour 1,5 m€ et à la détention de 100 % du capital de la société EXOÉ pour 11,5 m€.

Comme indiqué dans les notes 4.5.1.6 et 4.5.7 de l'annexe aux comptes annuels, la valeur d'utilité est estimée par la direction financière de votre société sur la base d'une analyse des flux de trésorerie actualisés fondés sur les prévisions de la société.

L'estimation de la valeur d'utilité de ces titres pour les besoins du test de dépréciation annuel requiert l'exercice du jugement de la direction financière dans son choix des éléments prévisionnels et dans la définition des hypothèses d'actualisation.

Dans ce contexte et du fait des incertitudes inhérentes à certains éléments et notamment à la probabilité de réalisation des prévisions, nous avons considéré que la correcte évaluation des titres de participation constituait un point clé de l'audit.

Réponse d'audit apportée

Pour apprécier l'estimation de la valeur d'utilité des titres de participation, nos travaux ont principalement consisté à analyser la méthode d'évaluation et les éléments chiffrés utilisés par la direction pour l'estimation de cette valeur d'utilité.

Ainsi, notre approche d'audit a intégré les étapes suivantes :

- › prendre connaissance des prévisions de flux de trésorerie et d'exploitation des activités de chacune des sociétés, réalisées à partir des budgets établis par les sociétés EASDAQ N.V. et EXOÉ ;
- › comparer la projection des flux de trésorerie utilisée pour les besoins du test avec les réalisations correspondantes afin d'apprécier le processus d'estimation réalisée par les sociétés EASDAQ N.V. et EXOÉ ;
- › apprécier la cohérence des hypothèses constituant le taux d'actualisation établi par la direction financière de votre société avec des données de marché ;
- › apprécier la conformité de la méthode de calcul utilisée et vérifier les calculs arithmétiques ;
- › apprécier le caractère approprié des informations figurant dans l'annexe aux comptes annuels.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

› Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du Code de commerce.

› Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du directoire consacré au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4, L.22-10-10 et L.22-10-9 du Code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L. 22-10-11 du Code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

› Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**› Format de présentation des comptes annuels inclus dans le rapport financier annuel**

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Président du Directoire.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

› Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Bourse Direct S.A. par l'Assemblée Générale du 10 mai 2023 pour le cabinet KPMG S.A. et du 19 mai 2009 pour le cabinet TALENZ ALTEIS AUDIT.

Au 31 décembre 2025, le cabinet KPMG S.A. était dans la troisième année de sa mission sans interruption et le cabinet TALENZ ALTEIS AUDIT dans la dix-septième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**› Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

› il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

› il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

› il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

› il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes,

il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

› il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

› Rapport au Comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris et Paris-La Défense, le 21 avril 2026

Les Commissaires aux Comptes

TALENZ ALTEIS AUDIT :
Christophe CHARETON/ Aurélie LEMAZURIER

KPMG S.A.
Sophie MEDDOURI

B — Comptes consolidés

I. — Compte de résultat consolidé

(En Milliers d'Euros)	Note	2025	2024
Intérêts et produits assimilés		36 790	39 857
Intérêts et charges assimilés		-1 068	-1 760
Commissions (produits)		39 150	35 179
Commissions (charges)		-5 808	-4 238
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat		-56	-20
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres		0	0
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur au coût amorti		0	0
Autres produits d'exploitation bancaire	4.2.19	1 223	1 351
Autres charges d'exploitation bancaire		0	0
Produit net bancaire	4.2.18	70 231	70 369
Charges générales d'exploitation	4.2.20	-40 223	-40 737
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		-3 395	-3 431
Résultat brut d'exploitation		26 613	26 201
Coût du risque	4.2.21	-14	-228
Résultat d'exploitation		26 599	25 973
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		82	0
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		0	20
Résultat courant avant impôts		26 681	25 993
Impôts sur les bénéfices	4.2.22	-6 852	-6 706
Résultat net		19 829	19 287
Participations ne donnant pas le contrôle		91	154
Résultat net Part du groupe		19 738	19 133
Résultat par action en Euros			
Résultat de base par action	4.2.23	0,38	0,37
Résultat dilué par action	4.2.23	0,38	0,37

Bilan consolidé**Actif**

(En milliers d'euros)	Note	31.12.2025	31.12.2024
Actif			
Caisse, banques centrales, C.C.P.		0	0
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	4.2.4	5 023	5 023
Actifs financiers à la juste valeur par les capitaux propres		0	0
Titres au coût amorti		0	0
Comptes de négociation et de règlement	4.2.5	20 466	6 341
Autres actifs financiers	4.2.6	76 125	53 919
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	4.2.7	1 203 913	1 037 397
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	4.2.8	3 670	20 685
Actifs d'impôts courants		33	0
Actifs d'impôts différés		916	900
Comptes de régularisation et actifs divers	4.2.9	24 575	10 983
Participations dans les sociétés associées et coentreprises	4.2.11	609	536
Immobilisations corporelles	4.2.12	3 698	3 374
Actifs liés au droit d'utilisation	4.2.15	2 629	3 506
Immobilisations incorporelles	4.2.13	8 536	7 520
Goodwills	4.2.14	21 053	21 053
Total actif		1 371 246	1 171 237

Passif

(En milliers d'euros)	Note	31.12.2025	31.12.2024
Passif			
Passifs financiers à la juste valeur par le résultat		0	0
Dettes représentées par un titre	4.2.6	5 963	4 655
Comptes de négociation et de règlement	4.2.5	19 687	14 930
Dettes envers les établissements de crédit	4.2.7	50 106	39 066
Dettes envers la clientèle	4.2.8	1 174 741	1 002 489
Dettes locatives	4.2.15	2 698	3 558
Passifs d'impôts courants		118	830
Passifs d'impôts différés		0	0
Comptes de régularisation et passifs divers	4.2.10	26 468	22 590
Provisions	4.2.16	2 726	2 610
Total Passifs		1 282 507	1 090 728
Capital souscrit		12 902	13 226
Primes d'émission		13 563	19 325
Actions propres		0	-6 086
Écarts de conversion		0	0
Réserves consolidées		62 274	53 593
Total Capitaux Propres - Part du groupe		88 739	80 058
Participations ne donnant pas le contrôle		0	451
Total capitaux propres	4.2.17	88 739	80 509
Total capitaux propres et passif		1 371 246	1 171 237

Compte de résultat

(En milliers d'Euros)	Note	2025	2024
Intérêts et produits assimilés		36 790	39 857
Intérêts et charges assimilées		-1 068	-1 760
Commissions (produits)		39 150	35 179
Commissions (charges)		-5 808	-4 238
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat		-56	-20
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres		0	0
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur au coût amorti		0	0
Autres produits d'exploitation bancaire	4.2.19	1 223	1 351
Autres charges d'exploitation bancaire		0	0
Produit net bancaire	4.2.18	70 231	70 369
Charges générales d'exploitation	4.2.20	-40 223	-40 737
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		-3 395	-3 431
Résultat brut d'exploitation		26 613	26 201
Coût du risque	4.2.21	-14	-228

Résultat d'exploitation		26 599	25 973
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		82	0
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		0	20
Résultat courant avant impôts		26 681	25 993
Impôts sur les bénéfices	4.2.22	-6 852	-6 706
Résultat net		19 829	19 287
Participations ne donnant pas le contrôle		91	154
Résultat net Part du groupe		19 738	19 133
Résultat par action en Euros			
<i>Résultat de base par action</i>	4.2.23	0,38	0,37
<i>Résultat dilué par action</i>	4.2.23	0,38	0,37

Tableau des flux de trésorerie consolidés

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Résultat avant impôt de l'ensemble consolidé	26 681	25 993
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	3 395	3 431
Dotations nettes aux provisions et dépréciations	130	-164
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-82	0
Variation des impôts différés	-16	65
Résultat net sur instruments financiers à la juste valeur par le résultat	56	20
Autres mouvements	0	0
= Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt	3 483	3 352
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	-152 165	86 021
Flux liés aux opérations avec la clientèle	189 243	-113 087
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-30 266	15 672
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-10 459	9 612
Impôts versés	-6 790	-6 780
= Diminution / (Augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-10 437	-8 562
Total des flux nets de trésorerie génère par l'activité opérationnelle (a)	19 727	20 783
Flux liés aux acquisitions et cessions d'actifs financiers et participations	-73	-24
Flux liés aux acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-3 763	-4 502
Total des flux nets de trésorerie lié aux opérations d'investissement (b)	-3 836	-4 526
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-10 322	-8 260
Flux de trésorerie versés aux minoritaires	-125	-148
Flux liés aux acquisitions de filiales	-1 161	-1 334
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	0	-5 319
Autres flux nets de trésorerie provenant des dettes locatives	-972	-890
Total des flux nets de trésorerie lié aux opérations de financement (c)	-12 580	-15 951
Effet des variations des taux de change (D)	0	0
Augmentation/diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A+B+C+D)	3 311	306
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	56 353	56 047
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	59 664	56 353
Variation nette de trésorerie	3 311	306

État du résultat global

(En milliers d'euros)	Note	2025	2024
Résultat de la période comptabilisé au compte de résultat		19 829	19 287
Réévaluation du passif (de l'actif) au titre des régimes à prestations définies		27	416
Total des autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat		27	416
Écarts de conversion		0	0
Total des autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat	4.2.16	0	0
Autres éléments du résultat global, nets d'impôts		27	416
Résultat global		19 856	19 703
Part du Groupe		19 765	19 548
Intérêts minoritaires		91	155

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

(En milliers d'euros, excepté le nombre d'actions)	Note	Nombre d'actions	Capital social	Prime d'émission	Actions propres	Ecarts de conversion	Réserves consolidées	Total part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2025		52 904 233	13 226	19 325	-6 086	0	53 593	80 058	451	80 509
Résultat net de la période		-	-	-	-	-	19 738	19 738	91	19 829
Autres éléments du résultat global		-	-	-	-	-	27	27	0	27
Résultat global de la période		-	-	-	-	-	19 765	19 765	91	19 856
Augmentation de capital		-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés	4.2.17.2	-	-	-	-	-	-10 322	-10 322	-125	-10 447
Variation d'actions propres	4.2.17.2	-1 295 269	-324	-5 762	6 086	0	0	0	0	0
Incidence des variations de périmètre		-	-	-	-	-	-744	-744	-417	-1 161
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions		-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations		-	-	-	-	-	-18	-18	0	-18
Capitaux propres au 31 décembre 2025		51 608 964	12 902	13 563	0	0	62 274	88 739	0	88 739

(En milliers d'euros, excepté le nombre d'actions)	Nombre d'actions	Capital social	Prime d'émission	Actions propres	Ecarts de conversion	Réserves consolidées	Total part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2024	52 904 233	13 226	19 325	-767	0	43 251	75 035	823	75 858
Résultat net de la période	-	-	-	-	-	19 133	19 133	154	19 287
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	415	415	1	416
Résultat global de la période	-	-	-	-	-	19 548	19 548	155	19 703
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés	-	-	-	-	-	-8 260	-8 260	-148	-8 408
Variation d'actions propres	-	-	-	-5 319	-	-	-5 319	-	-5 319
Incidence des variations de périmètre	-	-	-	-	-	-946	-946	-379	-1 325
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 31 décembre 2024	52 904 233	13 226	19 325	-6 086	0	53 593	80 058	451	80 509

II. — Annexes aux comptes consolidés

Informations générales

Bourse Direct est une société française anonyme, domiciliée au 374 rue Saint Honoré - 75001 Paris, France. Acteur incontournable de la bourse en ligne en France. L'action Bourse Direct (codes : FR0000074254, BSD, Code RIC : BDRP.LN) est cotée depuis le 10 novembre 1999 au Nouveau Marché d'Euronext Paris et depuis février 2005 au compartiment B d'Euronext Paris et est éligible au PEA/PME.

Bourse Direct est détenue à hauteur de 83,25 % par E-Viel, elle-même détenue à 100 % par VIEL & Cie.

Le Directoire a arrêté les comptes consolidés de Bourse Direct au 31 décembre 2025 par décision du 19 février 2026 et qui seront présentés pour approbation à l'Assemblée générale du 12 mai 2026.

4.2.1 Principes, règles et méthodes comptables

➤ Référentiel comptable et Déclaration de conformité

Les comptes consolidés de Bourse Direct sont établis en milliers d'euros sauf explicitement mentionné, l'euro étant la devise fonctionnelle de la société Bourse Direct et la devise de présentation du groupe. Ils ont été établis selon le principe du coût historique à l'exception de certains instruments financiers réévalués à la juste valeur. Les comptes consolidés de Bourse Direct sont établis en application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne et applicable au 31 décembre 2025. En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé a été établi en cohérence avec celui proposé par l'Autorité des Normes Comptables (ANC) dans sa recommandation 2022-01 du 8 avril 2022. Le Groupe publie son Document d'Enregistrement Universel (URD) au format ESEF (European Single Electronic Format) tel que défini par le règlement européen délégué 2019/815 modifié par le règlement délégué 2022/352.

➤ Modification des principes régissant l'établissement des comptes consolidés.

Les principes comptables appliqués lors de la préparation des comptes consolidés du Groupe sont identiques à ceux en vigueur au 31 décembre 2024 à l'exception des modifications suivantes appliquées depuis le 1^{er} janvier 2025 :

Norme	Nom	Entrée en vigueur
IAS 21 (modifications)	➤ Absence de convertibilité	1 ^{er} janvier 2025

L'adoption de ces nouvelles dispositions n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe.

➤ Normes et amendements applicables après le 31 décembre 2025

Le Conseil des standards comptables internationaux (IASB) a publié certaines normes et amendements de norme qui n'ont pas toutes été adoptés par l'Union Européenne au 31 décembre 2025 et dont la date d'entrée en vigueur pour le Groupe est postérieure à la date des comptes consolidés. Ceux-ci n'ont donc pas été appliqués par anticipation pour la préparation des comptes consolidés au 31 décembre 2025.

NORMES ET AMENDEMENTS ADOPTES PAR L'UNION EUROPEENNE :

Norme	Nom	Entrée en vigueur
IFRS 9 et IFRS 7 (modifications)	› Absence de convertibilité	1 ^{er} janvier 2026

NORMES ET AMENDEMENTS NON ADOPTES PAR L'UNION EUROPEENNE :

Norme	Nom	Entrée en vigueur
IFRS 18	Présentation des états financiers et informations à fournir	1 ^{er} janvier 2027
IFRS 19	Filiales sans responsabilités publiques - Informations à fournir	1 ^{er} janvier 2027

Le Groupe prévoit que l'adoption des autres normes et amendements ci-dessus n'aura pas d'impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe lors de la première application.

› Principales estimations et hypothèses comptables

Lors de l'établissement des comptes consolidés, la Direction procède à des estimations lors de l'application des conventions comptables.

En raison des incertitudes inhérentes aux activités du Groupe, certains éléments des comptes consolidés ne peuvent pas être évalués avec précision, et ne peuvent faire l'objet que d'une estimation. Ces estimations impliquent des jugements fondés sur les dernières informations fiables disponibles.

Les hypothèses clefs relatives à l'avenir et les autres sources principales d'incertitude relatives aux estimations à la date de clôture, qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif des montants des actifs et des passifs au cours de la période sont les suivantes :

Perte de valeur des goodwill

Le Groupe effectue des tests de dépréciation de ses goodwill systématiquement tous les semestres qu'il y ait ou non une perte de valeur. La valeur d'utilité des goodwill est appréciée par référence à des flux de trésorerie futurs actualisés sur l'unité génératrice de trésorerie auxquelles les goodwill sont affectés. Les projections de flux de trésorerie futurs sont basées sur des estimations faites par la Direction qui estime également le taux d'actualisation à retenir dans le calcul de leur valeur actualisée. Des informations complémentaires sont données en note 4.2.14.

Engagements envers le personnel

Les obligations du Groupe liées aux régimes à prestations définies sont évaluées chaque année sur la base d'évaluations actuarielles. Ce type d'évaluation implique l'utilisation d'hypothèses actuarielles, notamment les taux d'actualisation, les augmentations futures des salaires et des retraites ainsi que les taux de mortalité. En raison de leur perspective long terme, ces estimations sont sujettes à incertitudes. Des informations complémentaires sont données en note 4.2.16.

Provisions pour litiges

Des provisions sont constatées pour les litiges en cours lorsque l'issue probable d'une action en justice ou de tout autre litige impliquant le Groupe peut être estimée de manière fiable. L'échéance des sorties de trésorerie relative à ces provisions est incertaine car elle dépend de l'issue des procédures en question. Des informations complémentaires sont données en note 4.2.16.

› Principales méthodes comptablesPérimètre de consolidation

Les filiales dans lesquelles Bourse Direct exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif, en droit ou en fait, sont consolidées.

Les entités dans lesquelles Bourse Direct exerce une influence notable sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

La liste des sociétés consolidées, ainsi que le pourcentage de détention, le pourcentage d'intérêt et méthode de consolidation retenue pour chacune de ces sociétés, figurent en note 4.2.25.

Filiales

Le Groupe contrôle une entité lorsqu'il est exposé ou à le droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et a la capacité d'influer sur le montant de ces rendements par le pouvoir qu'il exerce sur l'entité. Les états financiers des filiales sont intégrés aux comptes consolidés à partir de la date de prise de contrôle jusqu'à la date où le contrôle cesse. La part des actionnaires minoritaires à l'actif net des filiales consolidées et au résultat global de l'exercice est présentée distinctement au bilan et au compte de résultat global consolidé même si cela se traduit par un solde déficitaire pour les intérêts minoritaires.

Coentreprises

Une coentreprise est un partenariat qui confère au Groupe des droits sur l'actif net de la société dans laquelle le Groupe exerce un contrôle conjoint avec d'autres actionnaires. Le Groupe comptabilise ses intérêts dans les coentreprises selon la méthode de la mise en équivalence. Les goodwill déterminés sur les coentreprises sont inclus dans la valeur comptable de l'investissement.

Sociétés associées

Les sociétés associées sur lesquelles Bourse Direct exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles, mais sans toutefois en avoir le contrôle, sont intégrées selon la méthode de la mise en équivalence. Une influence notable est notamment présumée lorsque Bourse Direct détient, directement ou indirectement, plus de 20 % des droits de vote de ces sociétés. Les comptes consolidés incluent la quote-part du Groupe dans l'actif net et le résultat des sociétés associées. Les goodwill déterminés sur les sociétés associées sont inclus dans la valeur comptable de l'investissement.

Regroupements d'entreprises

L'acquisition d'entreprises est comptabilisée selon la méthode de l'acquisition en application d'IFRS 3. Le coût d'acquisition est mesuré en additionnant les justes valeurs, à la date d'échange, des actifs remis, des passifs encourus ou assumés et des instruments de capitaux propres émis par le Groupe en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Les frais d'acquisition engagés au titre de regroupement d'entreprise sont comptabilisés en charges.

Les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise, qui satisfont aux conditions de comptabilisation, sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les participations ne donnant pas le contrôle peuvent soit être évaluées pour leur quote-part dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables de l'entité acquise, soit être évaluées à leur juste valeur à chaque regroupement d'entreprises, une fraction du goodwill leur étant alors affectée en contrepartie. Le goodwill est comptabilisé en tant qu'actif et évalué initialement à son coût, celui-ci étant l'excédent du prix d'acquisition sur la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables ainsi constatée. Si, après réévaluation, la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables excède le prix d'acquisition, l'excédent est comptabilisé immédiatement en résultat.

Après la comptabilisation initiale, les goodwills positifs sont évalués au coût d'acquisition diminué du cumul des pertes de valeur.

Les goodwills sur les filiales sont présentés au bilan en note 4.2.14 et sont déterminées par référence à la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie (UGT) ou du groupe d'UGT auxquels ils sont rattachés conformément à la norme IAS 36.

Un test de dépréciation est effectué systématiquement tous les semestres sur la base des flux futurs de trésorerie actualisés qu'il y ait ou non une perte de valeur ou dès l'identification d'un indicateur de perte de valeur.

Les participations ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise sont évaluées initialement en fonction de leur quote-part de la juste valeur des actifs nets acquis.

Elimination des opérations réciproques

Lors de l'établissement des comptes consolidés, les soldes et transactions intragroupes ainsi que les gains et pertes non réalisés résultant de transactions intragroupes sont éliminés. Les gains et pertes non réalisés résultant de transactions avec des sociétés associées et des sociétés contrôlées conjointement sont éliminés à hauteur de la participation du Groupe dans ces entités.

Traitement des devises étrangères

Les transactions en devises étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle de chaque entité, aux cours de change en vigueur au moment de la transaction. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises étrangères à la fin de la période sont convertis aux cours de change en vigueur à cette date. Les différences de change résultant de ces opérations sont constatées au compte de résultat. Les actifs et les passifs non monétaires libellés en devises étrangères et constatés à leur coût historique sont convertis aux cours de change en vigueur au moment de la transaction. Les actifs et les passifs non monétaires libellés en devises étrangères et constatés à leur juste valeur sont convertis aux cours de change en vigueur au moment où la juste valeur est déterminée.

Le bilan des sociétés consolidées exprimé en devises dans leur monnaie fonctionnelle est converti à la monnaie de présentation du groupe - en euros - sur la base des cours de change officiels à la date de clôture et leur compte de résultat sur la base du cours de change moyen. La différence de conversion sur le capital, les réserves, le report à nouveau et le résultat résultant de l'évolution des cours de change est enregistrée en "Écart de conversion" au sein des capitaux propres.

Actifs financiers**COMPTABILISATION ET EVALUATION INITIALE**

En cas d'achat ou de vente ordinaire d'actifs financiers, la date de transaction est retenue pour la comptabilisation initiale et la décomptabilisation subséquente.

Les créances sont initialement évaluées à leur prix de transaction. Les autres actifs financiers sont initialement évalués à leur juste valeur, augmentés, dans le cas d'un actif financier non évalué à la juste valeur par le biais du résultat net, des coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition de cet actif financier.

CLASSEMENT ET EVALUATION ULTERIEURE

Tous les actifs financiers comptabilisés sont ultérieurement évalués soit au coût amorti, soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, soit à la juste valeur par le biais du résultat net, en fonction de la façon :

» du modèle économique que suit l'entité pour la gestion des actifs financiers. Un modèle de gestion correspond à la manière dont est géré collectivement un groupe d'actifs financiers pour générer des revenus. Son objectif est de traduire au mieux les pratiques de gestion des actifs concernés. Il est identifié au sein du Groupe à partir des faits objectifs qui peuvent être observés comme l'analyse de l'organisation du métier, de ses systèmes d'information, de ses rapports internes, de son mode de suivi des risques, ou encore de ses décisions de gestion passées (historiques de cessions par exemple). Conformément à la norme IFRS 9, trois types de modèles de gestion peuvent s'appliquer :

- » un modèle qui consiste à collecter les flux contractuels des actifs (modèle « Collecte ») ;
- » un modèle qui consiste à collecter les flux contractuels des actifs et effectuer des cessions (modèle « Collecte et Vente ») ;
- » un modèle particulier aux autres actifs financiers, notamment ceux gérés à des fins de transaction ;
- » des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier. Elles sont appréhendées via le critère/test SPPI (Solely Payments of Principal and Interest). Pour évaluer si les flux de trésorerie contractuels sont uniquement des paiements de principal et d'intérêts, il faut considérer les termes contractuels de l'instrument et analyser tout élément qui pourrait remettre en cause la représentation exclusive de la valeur temps de l'argent et du risque de crédit.

ACTIFS FINANCIERS EVALUES AU COUT AMORTI

Un actif financier est évalué au coût amorti si la détention de l'actif financier s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels et que les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Le coût amorti d'un actif financier est la valeur qui lui est attribuée lors de sa comptabilisation initiale, diminuée des remboursements en principal, majorée ou diminuée de l'amortissement cumulé, calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif, de toute différence entre cette valeur initiale et la valeur à l'échéance et ajustée au titre de la correction de valeur pour pertes, le cas échéant.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise les futures entrées de trésorerie, estimées sur la durée de vie attendue d'un actif, de manière à obtenir exactement la valeur comptable brute de l'actif financier.

Les prêts et créances sur la clientèle et sur les établissements de crédit et assimilés sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif déduction faite d'éventuelles pertes de valeur.

ACTIFS FINANCIERS EVALUES A LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DES AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL

Un actif financier est évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global si la détention de l'actif financier s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers et que les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

ACTIFS FINANCIERS DESIGNES A LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DES AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL

Lors de la comptabilisation initiale, le Groupe peut faire le choix irrévocable de présenter dans les autres éléments du résultat global les variations ultérieures de la juste valeur d'un placement dans un instrument de capitaux propres, qui n'est ni détenu à des fins de transaction ni une contrepartie éventuelle comptabilisée par un acquéreur dans un regroupement d'entreprises. Les dividendes reçus sur ces placements sont enregistrés dans le compte de résultat. Lorsque ces instruments de capitaux propres sont cédés, le montant des variations cumulées nettes de juste valeur jusqu'au moment de leur cession est reclassé au bénéfice au bilan dans les capitaux propres. Aucun actif financier n'a été évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global dans les comptes consolidés du groupe.

ACTIFS FINANCIERS EVALUES A LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU RESULTAT NET

Un actif financier est évalué à la juste valeur par le biais du résultat net, à moins qu'il ne soit évalué au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Les autres instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net tout comme les instruments financiers dérivés sauf si l'instrument dérivé est désigné comme instrument de couverture efficace.

Dépréciation des actifs financiers

La perte de valeur d'un actif financier évalué au coût amorti est calculée suivant le modèle des pertes de crédit attendues.

Pour les créances de courtage, la correction de valeur pour pertes est évaluée au montant des pertes de crédit attendues sur la durée de vie de la créance selon une approche simplifiée. Une analyse est effectuée sur la base de l'échéancier des créances clients en tenant compte de données historiques sur les défauts, de la situation actuelle et prévisible à la date de clôture. Pour tous les autres instruments financiers, le Groupe comptabilise un montant correspondant aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie de l'instrument si le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis la comptabilisation initiale.

Si le risque de crédit sur l'instrument financier n'a pas augmenté de façon importante depuis la comptabilisation initiale, le Groupe évalue la correction de valeur pour pertes de cet instrument financier au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir.

Les pertes de crédit attendues pour la durée de vie représentent les pertes de crédit attendues de la totalité des cas de défaillance dont un instrument financier peut faire l'objet au cours de sa durée de vie attendue.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir représentent une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie et s'élèvent aux pertes de crédit attendues des cas de défaillance dont un instrument financier peut faire l'objet dans les 12 mois suivant la date de clôture.

Pour évaluer si le risque de crédit sur un instrument financier a augmenté significativement depuis la comptabilisation initiale, le Groupe compare le risque de défaillance de la contrepartie à la date de clôture avec le risque de défaillance de la contrepartie à la date de la comptabilisation initiale. Pour porter son appréciation, le Groupe tient compte des informations raisonnables et justifiables qu'il est possible d'obtenir sans devoir engager des coûts ou des efforts déraisonnables, telles qu'une modification de la notation de crédit de l'instrument financier.

Un actif financier est déprécié lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier. Le Groupe considère qu'un actif financier est en défaut lorsqu'il est peu probable que la contrepartie paie ses obligations de crédit envers le Groupe intégralement, sans recours par le Groupe à des actions telles que la réalisation des actifs reçus en garantie.

La période maximale considérée lors de l'estimation des pertes de crédit attendue est la durée contractuelle maximale sur laquelle le Groupe est exposé au risque de crédit.

Les pertes de crédit représentent la différence entre le total des flux de trésorerie qui sont dus à au Groupe selon les termes d'un contrat et le total des flux de trésorerie que le Groupe s'attend à recevoir, actualisée au taux d'intérêt effectif initial. Les flux de trésorerie pris en considération comprennent les rentrées provenant de la vente d'actifs reçus en garantie. L'évaluation des pertes de crédit attendues est fonction de la probabilité de défaillance, de la perte en cas de défaillance et de l'exposition en cas de défaillance.

La valeur comptable de l'actif est réduite via l'utilisation d'un compte de correction de valeur. Le Groupe réduit directement la valeur comptable brute d'un actif financier lorsqu'il n'a pas d'attente raisonnable de recouvrement à l'égard de la totalité ou d'une partie de cet actif financier.

Les pertes de valeur sont comptabilisées au compte de résultat sous « Autres charges d'exploitation ».

Passifs financiers

› Comptabilisation et évaluation initiale

Les passifs financiers sont initialement évalués à leur juste valeur diminuée, dans le cas d'un passif financier non évalué à la juste valeur par le biais du résultat net, des coûts de transaction directement attribuables à l'émission de ce passif financier.

› Classement et évaluation ultérieure

Après la comptabilisation initiale, les passifs financiers sont classés en deux catégories :

- › passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net,
- › passifs financiers au coût amorti.

Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net

Les passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net incluent les passifs financiers détenus à des fins de transaction et passifs désignés lors de la comptabilisation initiale comme étant à la juste valeur par le biais du compte de résultat. L'évaluation ultérieure de ces passifs est effectuée à la juste valeur. Cette catégorie comprend les instruments financiers dérivés conclus par le Groupe qui ne sont pas désignés comme instruments de couverture dans des relations de couverture. Aucun passif financier n'a été évalué à la juste valeur par le résultat net dans les comptes consolidés du groupe.

Passifs financiers au coût amorti

Après la comptabilisation initiale, ces passifs financiers sont ensuite évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le coût amorti du passif financier est ajusté de manière à refléter les flux de trésorerie contractuels réels et les flux de trésorerie contractuels estimés révisés. L'ajustement est comptabilisé en résultat net à titre de produit ou de charge. Cette catégorie comprend les dettes financières, les obligations locatives ainsi que les fournisseurs et autres créanciers.

Les dettes envers les établissements de crédit, les dettes envers la clientèle, les dettes représentées par un titre ainsi que les dettes locatives sont évaluées au coût amorti dans les comptes consolidés du groupe.

Autres actifs financiers et Dettes représentées par un titre

Les créances détenues en « Autres actifs financiers » correspondent aux créances liées aux titres acquis pour le compte de la clientèle et dont le règlement est différé (SRD). Les dettes liées aux titres vendus sont quant à elles présentées en « Dettes représentées par un titre ». Ces créances et ces dettes sont comptabilisées selon les règles applicables respectivement aux actifs et aux passifs financiers au coût amorti.

Juste valeur

La juste valeur représente le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. L'évaluation d'une juste valeur suppose que la transaction pour la vente de l'actif ou le transfert du passif a lieu soit sur le marché principal pour l'actif ou le passif, soit en l'absence de marché principal, sur le marché le plus avantageux pour l'actif ou le passif.

Le Groupe évalue la juste valeur d'un instrument financier en utilisant le prix coté sur un marché actif pour cet instrument. Un marché est considéré comme « actif » si les transactions sur l'actif ou le passif ont lieu avec une fréquence et un volume suffisants pour fournir de façon continue de l'information sur le prix.

S'il n'y a pas de prix coté sur un marché actif, le Groupe utilise des techniques d'évaluation appropriées aux circonstances et pour lesquelles les données sont disponibles en quantité suffisante pour évaluer la juste valeur, en maximisant l'utilisation des données d'entrée observables pertinentes et en minimisant celle des données d'entrée non observables.

Le Groupe applique une hiérarchie des justes valeurs qui classe selon trois niveaux les données d'entrée des techniques d'évaluation utilisées pour déterminer la juste valeur. Cette hiérarchie place au plus haut niveau les cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (données d'entrée de niveau 1), et au niveau le plus bas les données d'entrée non observables (données d'entrée de niveau 3).

Les niveaux retenus sont les suivants :

- › le niveau 1 correspond à un prix coté (non ajusté) auquel le Groupe peut avoir accès, sur un marché actif pour un instrument identique. C'est notamment le cas pour certains instruments de capitaux propres et les emprunts obligataires dont la juste valeur repose sur les cours de clôture à la bourse à la date du bilan ;
- › le niveau 2 correspond aux justes valeurs déterminées sur la base d'un modèle d'évaluation utilisant des données directement observables sur un marché (niveau 1) ou à partir de prix observés. Il s'agit de techniques d'évaluation telles que l'actualisation de flux de trésorerie, des modèles de valorisation standard basés sur des paramètres de marché de taux d'intérêts, des courbes de rendement ou de taux de change, des avis de courtiers pour des instruments similaires et l'utilisation de transactions comparables réalisées dans des conditions de concurrence normale. Par exemple, la juste valeur des contrats de change à terme sur devises et des swaps de devises est déterminée en actualisant les flux de trésorerie futures estimés. Certains instruments de capitaux propres sont évalués sur la base de multiples de valorisation ;
- › le niveau 3 correspond aux justes valeurs déterminées sur la base d'un modèle d'évaluation qui utilise des données qui ne sont pas observables sur un marché comme par exemple une prévision financière élaborée à partir des données internes de la société.

Pertes de valeur des actifs non financiers

Les actifs non financiers sont examinés à chaque arrêté semestriel afin de déterminer s'il existe des indices révélant une perte de leur valeur. Si de tels indices existent, la valeur recouvrable des actifs est estimée. Pour déterminer la valeur recouvrable, le Groupe utilise des données de marché, et lorsque ces dernières ne sont pas disponibles ou fiables, des techniques d'actualisation de flux de trésorerie futurs.

Pour les goodwill et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie, la valeur recouvrable est estimée systématiquement tous les semestres qu'il y ait ou non un indice révélant une perte de valeur.

Une perte de valeur est constatée dans le compte de résultat dès lors que la valeur comptable d'un actif ou de l'unité génératrice de trésorerie est supérieure à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable d'un actif correspond à la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif nette des coûts de cession et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs susceptibles de découler d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie.

Une perte de valeur est comptabilisée pour une unité génératrice de trésorerie tout d'abord en réduction de la valeur comptable de tout écart d'acquisition affecté à l'unité génératrice de trésorerie (au groupe d'unités) et ensuite, aux autres actifs de l'unité (du groupe d'unités) au prorata de la valeur comptable de chaque actif dans l'unité (le groupe d'unités).

Les pertes de valeur comptabilisées au cours des périodes antérieures pour des actifs non financiers, autres que les goodwill, sont revues semestriellement et reprises si nécessaire.

Actions propres

Au 31 décembre 2025, Bourse Direct ne détient plus d'actions propres (contre 1 295 269 de ses propres titres au 31 décembre 2024). Ces titres entraient dans le cadre de son programme de rachat d'actions propres, soit 2,45 % de son capital social et étaient affectés à l'objectif d'annulation.

Les actions propres ne rentrent pas dans la définition d'un actif financier et sont comptabilisées en déduction des capitaux propres. Lors de cessions ultérieures, la plus ou moins-value n'a pas d'effet sur le résultat mais est enregistrée comme apport ou réduction aux réserves provenant de primes d'émission.

Immobilisations incorporelles et goodwill

Les immobilisations incorporelles, valorisées à leur coût d'acquisition ou de production, sont amorties ou dépréciées selon les critères suivants :

- › les amortissements des logiciels sont calculés selon la méthode linéaire sur 3 ans ;
- › les marques ne sont pas amorties en raison de leur durée de vie indéfinie.

Les autres immobilisations incorporelles sont principalement constituées de développements technologiques et font l'objet d'un amortissement linéaire sur une durée de 1 à 3 ans. Une durée d'amortissement supérieure peut être appliquée pour certains biens en raison de leur durée d'utilisation spécifique. Les logiciels produits par la société sont immobilisés sur la base de leur prix d'achat, déterminé à partir des temps passés et d'un coût horaire, et des factures reçues de prestataires externes, dès lors que le projet est identifié, fait l'objet d'un cahier des charges précis et que les aspects suivants sont couverts : sa faisabilité technique, la capacité à mener à terme le projet et à l'utiliser, et l'existence de perspectives de génération de profits économiques futurs. Ces immobilisations font l'objet d'une revue à minima annuelle et de tests de dépréciation dès l'identification d'indices de perte de valeur. L'amortissement de ces logiciels débute dès leur mise en service, et est effectué sur la durée d'utilisation prévue, n'excedant pas 3 ans.

Les goodwill sont enregistrés au coût d'acquisition. Ils font l'objet d'une évaluation semestrielle de leur valeur d'utilité basée sur les flux futurs de trésorerie actualisés. Une perte de valeur est constatée dans le compte de résultat dès lors que la valeur comptable d'un actif ou de l'unité génératrice de trésorerie est supérieure à sa valeur recouvrable.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition, diminuées de l'amortissement cumulé et, si nécessaire, diminuées d'une dépréciation pour perte de valeur. Les terrains ne sont pas amortis. Les charges d'entretien et de réparation sont imputées au compte de résultat de l'exercice au cours duquel elles sont encourues. Les dépenses permettant d'augmenter les avantages économiques futurs liés aux immobilisations corporelles sont capitalisées et amorties.

Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire, sur la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations. Une durée d'amortissement supérieure peut être appliquée pour certains biens en raison de leur durée d'utilisation spécifique. Ces durées sont principalement les suivantes :

	Nombre d'années
Agencements, installations des constructions	3 à 10
Installations générales	5 à 10
Matériel de bureau et informatique	2 à 5
Mobilier	5 à 10

La juste valeur des immobilisations corporelles comptabilisées suite à un regroupement d'entreprises est déterminée sur la base de données du marché. La valeur de marché correspond au montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes.

Contrats de location – le Groupe comme preneur

Le Groupe évalue si un contrat est, ou contient un contrat de location à la date de passation du contrat. Un contrat est, ou contient un contrat de location s'il confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie. Lorsqu'un contrat est, ou contient un contrat de location, le Groupe comptabilise chaque composante locative du contrat comme un contrat de location distinct, séparément des composantes non locatives du contrat.

Au début du contrat de location, le Groupe comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative, sauf pour les contrats de location à court terme. Les paiements de loyers associés à ces contrats, dont la durée est égale ou inférieure à douze mois, sont enregistrés en charge dans le compte de résultat selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location.

L'obligation locative correspond initialement à la valeur actualisée des paiements de loyers qui n'ont pas été versés, actualisés au taux d'intérêt implicite du contrat de location ou au taux d'emprunt marginal le cas échéant. Les paiements de loyers comprennent entre autres les paiements fixes, les paiements variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux, les garanties de valeur résiduelle ainsi que le prix d'exercice d'options d'achat si le Groupe a la certitude raisonnable de les exercer, ou les pénalités exigées en cas de résiliation du contrat de location le cas échéant. Par la suite, l'obligation locative est évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'obligation locative est réévaluée en cas de changement dans les paiements de loyers futurs en raison d'une variation de l'indice ou du taux utilisé pour déterminer ces paiements, en cas de variation des paiements au titre de la garantie de valeur résiduelle ou en cas de changement d'appréciation de l'exercice d'une option d'achat, de prolongation ou de résiliation. Lors de la réévaluation de l'obligation locative, un ajustement correspondant est enregistré à l'actif au titre du droit d'utilisation ou au compte de résultat si la valeur de l'actif au titre du droit d'utilisation a déjà été ramenée à zéro. Les obligations locatives sont présentées au bilan séparément des autres passifs.

L'actif au titre du droit d'utilisation est évalué au coût comprenant le montant initial de l'obligation locative, les coûts directs initiaux et une estimation des coûts de remise en état, réduits de tous les avantages incitatifs à la location reçus. L'actif au titre du droit d'utilisation est amorti sur la durée la plus courte entre celle du contrat de location et la durée de vie utile de l'actif sous-jacent. Les actifs liés au droit d'utilisation sont présentés au bilan séparément des autres actifs.

Comptes de négociation et de règlement

Ces postes recouvrent les comptes de négociation et de règlement qui enregistrent, au prix de transaction, dès la date de transfert de propriété, l'ensemble des achats et des ventes d'instruments financiers pour compte propre ou pour compte de tiers, dont les opérations de livraison et de règlement ne sont pas encore dénouées.

Lorsque la date de transfert de propriété est postérieure à la date d'arrêté, les titres sont, dans l'intervalle, inscrits au hors bilan dans les postes 'Titres à livrer' ou 'Titres à recevoir'.

Les comptes de négociation et de règlement englobent également les opérations sur titres (coupons, souscription ...) échues et non encore dénouées (cas de certaines places étrangères).

Provisions

Une provision est constatée lorsque le Groupe a une obligation juridique ou implicite résultant d'événements passés au titre de laquelle il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de la provision correspond à la valeur actualisée des dépenses attendues que l'on pense nécessaires pour éteindre l'obligation, estimée en utilisant un taux d'actualisation avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

Engagements envers le personnel

Les engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière pour les salariés sont évalués en application de IAS 19 R. Le calcul des engagements est fondé sur la méthode actuarielle. Selon cette méthode, le montant des engagements est déterminé en calculant le montant des prestations dues à la date de départ à la retraite en tenant compte d'une projection des salaires et de l'ancienneté à cette date. Sont ensuite pris en compte les facteurs d'actualisation et de probabilité de présence et de survie jusqu'à la date de départ à la retraite.

Enfin, le ratio de l'ancienneté à la date d'évaluation est appliqué pour déterminer les engagements à la date d'évaluation. Le montant de cet engagement ainsi calculé est enregistré dans les passifs non courants du bilan dans le poste des provisions.

Actifs et passifs éventuels

Les actifs et passifs éventuels résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance, ou non, d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle du Groupe sont présentés en note annexe aux états financiers.

Reconnaissance des revenus nets

Le Produit Net Bancaire est principalement composé des revenus d'exploitation, des frais de compensation, des revenus de trésorerie et des revenus connexes. Le groupe Bourse Direct applique IFRS 15_Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients. A ce titre, le groupe évalue, pour chaque prestation, s'il agit :

- › en qualité de principal (lorsque l'on contrôle le service avant qu'il ne soit transféré au client),
- › ou en qualité d'agent (lorsque l'on organise la fourniture d'un service rendu par un tiers sans en prendre le contrôle). Sur l'ensemble de ses activités, le groupe agit en tant qu'intermédiaire financier. Ainsi, au regard de ses activités, le groupe considère agir en tant qu'agent au regard des dispositions de la norme IFRS 15. En effet, pour chaque prestation de service, il :
- › ne contrôle pas le service financier ou le produit tiers,
- › organise seulement la relation entre le client et un prestataire tiers,
- › ne supporte pas les risques principaux liés au service distribué. Le Groupe enregistre ainsi en résultat les produits lorsque ce dernier a rempli son obligation de prestation de service auprès du client. Les produits de commissions rémunérant des services de passage d'ordres sont enregistrés en résultat lors du passage de l'ordre et les revenus rémunérant d'autres services sont enregistrés en résultat lorsque la prestation afférente est rendue.

Les revenus d'exploitation bancaire regroupés sous la rubrique « Commissions - Produits » sont essentiellement constitués par :

- › les commissions et courtages,
- › les revenus du SRD et du ROR,
- › les droits de garde,
- › les autres prestations avec la clientèle.

Les revenus connexes aux services d'investissement, correspondant aux activités suivantes qui se situent dans le prolongement des activités de Bourse Direct sont regroupés sous la rubrique « Autres produits d'exploitation bancaire » :

- › les rémunérations de comptes clients,
- › les produits d'activités annexes,
- › les autres produits financiers.

Les revenus de trésorerie sont reconnus sur la base du taux d'intérêt applicable à la date d'arrêté, compte tenu du fait que les placements sont maintenus jusqu'à leur échéance.

Le chiffre d'affaires est la somme des produits de commissions, des revenus connexes, des revenus de trésorerie ainsi que des gains sur opérations de portefeuille de négociation liés à l'activité clients.

Les frais de compensation, tenue de comptes et de négociation versés à l'intermédiaire qui exécute les ordres de clients sur le marché, ainsi que la rémunération des différents intermédiaires figurent en charges d'exploitation bancaire sous la rubrique « Commissions - Charges » et sont comptabilisés concomitamment à la transaction. Impôt sur les bénéfices

Cette rubrique comprend l'impôt exigible ainsi que l'impôt différé sur les bénéfices. L'effet fiscal des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres consolidés est enregistré dans les capitaux propres consolidés.

L'impôt exigible est le montant des impôts sur le bénéfice payable au titre du bénéfice imposable de la période calculé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture ainsi que les ajustements d'impôts d'années précédentes.

Des impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale. Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable sur la base des taux d'imposition attendus lors de la réalisation des actifs ou le règlement des passifs. Tout changement du taux d'imposition est enregistré au compte de résultat sauf s'il est relatif directement à des éléments de capitaux propres ou comptabilisés en autres éléments du résultat global. Des impôts différés sont calculés et comptabilisés sur toutes les différences temporelles imposables, à l'exception des goodwill non déductibles. Les impôts différés actifs sont enregistrés sur toutes les différences temporelles déductibles, dès lors qu'il est probable de les récupérer à un horizon prévisible grâce à l'existence de bénéfices futurs. Dans le cas contraire, ils ne sont retenus qu'à hauteur des passifs d'impôts différés pour une même entité fiscale.

Résultat net par action

Le résultat par action est obtenu en divisant le résultat net revenant à la société par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, déduction faite des titres d'autocontrôle. Le résultat dilué par action correspond à la division entre, au numérateur, le résultat net de la société avant dilution corrigé des éléments liés à l'exercice des instruments dilutifs et, au dénominateur, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice augmenté du nombre d'actions qui seraient créées dans le cadre de l'exercice des instruments dilutifs, déduction faite des titres d'autocontrôle.

Aucun élément dilutif n'existe au 31 décembre 2025.

4.2.2 Evènements significatifs de la période

Bourse Direct a enregistré plus de 5,4 millions d'ordres exécutés en 2025 pour sa clientèle directe, volume en hausse de 16,9 % par rapport à l'année 2024. L'activité professionnelle d'EXOEa, quant à elle, enregistré une baisse de 11,4 % de son chiffre d'affaires.^[18]

Bourse Direct a procédé à la levée de la dernière option portant sur 10 % du capital d'EXOE et détient ainsi 100 % du capital de la société EXOE depuis juin 2025.

Annexe aux comptes consolidés

4.2.3 Information sectorielle

La structure d'organisation interne et de gestion de Bourse Direct, et son système d'information financière permettant l'élaboration des rapports à l'attention de la Direction générale et du Directoire, sont fondés sur une approche métier.

Les deux segments d'activité retenus sont la bourse en ligne à destination d'une clientèle retail et l'intermédiation financière à destination de professionnels institutionnels qui est exercée par une filiale dédiée.

Au regard de la structure du groupe, l'information sectorielle est établie selon la contribution de chacune des sociétés au résultat consolidé du Groupe.

Les activités du Groupe étant réalisées en France, l'approche géographique n'est pas à retenir pour le cas présent.

Les actifs sectoriels ne sont pas inclus dans les rapports de gestion à l'attention de la Direction générale.

Les principes comptables appliqués pour évaluer le résultat d'exploitation sectoriel sont identiques à ceux appliqués aux comptes consolidés.

2025 (En milliers d'euros)	Bourse en ligne	Intermédiation financière	Autres secteurs	Total
Produit Net Bancaire	63 100	7 130	0	70 230
Résultat net	18 201	1 546	82	19 829
Total des actifs	1 363 788	7 458	0	1 371 246
Total des passifs	1 280 194	2 312	0	1 282 506

2024 (En milliers d'euros)	Bourse en ligne	Intermédiation financière	Autres secteurs	Total
Produit Net Bancaire	62 275	8 094	0	70 369
Résultat net	17 750	1 536	0	19 286
Total des actifs	1 163 612	7 626	0	1 171 238
Total des passifs	1 088 069	2 659	0	1 090 728

4.2.4 Actifs financiers à la juste valeur par le résultat

Au 31 décembre 2025, ce poste est principalement composé du placement d'une partie de la trésorerie propre du groupe en bons à moyen terme négociables émis par un établissement appartenant à un grand groupe bancaire français.

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Actifs financiers à la JV par le résultat	5 023	5 023
Total	5 023	5 023

4.2.5 Comptes de négociation et de règlement

Ce poste se décompose de la façon suivante :

(En milliers d'euros)	Actif		Passif	
	31.12.2025	31.12.2024	31.12.2025	31.12.2024
Comptes de négociation et règlement	20 466	6 341	19 687	14 930
Total	20 466	6 341	19 687	14 930

Les comptes de négociation et de règlement résultent des opérations sur titres menées par Bourse Direct dans le cadre de son activité de compensateur-négociateur et constituent principalement des comptes de suspens techniques vis-à-vis du marché.

4.2.6 « Autres actifs financiers » et « dettes représentées par un titre »

(En milliers d'euros)	Actif		Passif	
	31.12.2025	31.12.2024	31.12.2025	31.12.2024
Autres actifs financiers (Actif) / Dettes représentées par un titre (Passif)	76 125	53 919	5 963	4 655
Total	76 125	53 919	5 963	4 655

Ces postes sont associés à l'activité de règlement différé des clients de Bourse Direct. Il s'agit de créances ou dettes liées aux titres acquis ou vendus pour le compte de la clientèle de Bourse Direct et dont le règlement est différé à la liquidation sauf option de report du client. Les opérations sont présentées de façon décompensée selon qu'elles sont acheteuses ou vendeuses.

4.2.7 Créances et dettes sur les établissements de crédit

Les comptes de banque et de caisse s'analysent comme suit :

(En milliers d'euros)	Créances		Dettes	
	31.12.2025	31.12.2024	31.12.2025	31.12.2024
Caisse	-	-	-	-
Banques centrales, CCP	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Comptes ordinaires à vue	222 818	67 009	2	4
Dont trésorerie propre	19 705	19 315	-	-
Créances et dettes à terme	981 095	970 388	50 105	39 062
Dont trésorerie propre	34 936	320 38		
Total	1 203 913	1 037 397	50 107	39 066

Ces actifs et passifs, étant des liquidités à court terme, sont comptabilisés au coût amorti.

Bourse Direct place les fonds déposés par sa clientèle principalement sur des comptes à terme, dans le cadre de ses obligations réglementaires sur le cantonnement des actifs de la clientèle des entreprises d'investissement.

La trésorerie du groupe, qui s'élève au 31 décembre 2025 à 59 664 k€ est présentée dans cette rubrique et en Actifs financiers en juste valeur par le résultat (cf. note 4.2.4). Les dettes à terme d'un montant de 50 105 k€ sont liées au financement des positions différées (SRD et ROR) de la clientèle de la société.

Ces créances et dettes ont une échéance inférieure à un an.

4.2.8 Prêts et créances sur la clientèle et dettes envers la clientèle

Ce poste se décompose de la façon suivante :

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Actifs		
Créances sur des sociétés liées	1 035	1 031
Créances clients	3 320	20 325
Dont Créances clients douteuses	685	671
Dépréciation de créances douteuses	-685	-671
Total	3 670	20 685
Passif		
Comptes courants vis-à-vis de sociétés liées	367	333
Clients de la société de bourse	15	39
Avoirs de la clientèle (1)	1 174 359	1 002 117
Total	1 174 741	1 002 489

(1) Ce poste est composé des dépôts clients à vue et des PEA

Ces créances et ces dettes ont une échéance de moins d'un an exception faite de créances clients douteuses d'un montant total de 685 k€ euros au 31 décembre 2025. Ces créances clients à plus d'un an sont considérées comme en défaut et font l'objet d'une dépréciation à 100 % pour la part non couverte par les garanties obtenues par la société lorsqu'une espérance de recouvrement existe ; dans le cas contraire, ces créances sont passées en perte (cf. note 4.2.25).

4.2.9 Autres actifs et comptes de régularisation actif

Ils s'analysent comme suit :

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Immobilisations financières	464	463
Personnel	2	1
Etat et organismes sociaux	1 736	1 644
Débiteurs divers	17 302	5 119
Total autres actifs	19 504	7 227
Charges constatées d'avance	3 925	2 816
Produits à recevoir	1 146	940
Total comptes de régularisation	5 071	3 756
Total Comptes de régularisation et actifs divers	24 575	10 983

Les débiteurs divers sont principalement composés du dépôt de garantie versé dans le cadre de l'activité sur les marchés dérivés de la clientèle.

A l'exception des immobilisations financières, principalement composées de dépôts et cautionnements constitués dans le cadre des activités de la société, les autres actifs sont tous, sauf cas particulier autre (cf. 4.2.16), à échéance de moins d'un an.

4.2.10 Autres passifs et comptes de régularisation

Les autres passifs et comptes de régularisation s'analysent comme suit :

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Fournisseurs	3 989	2 889
Dettes envers le personnel	3 565	5 402
Dettes sociales et fiscales	6 108	5 050
Dépôts de garantie clients	11 441	8 109
Créditeurs divers	45	66
Autres passifs	25 148	21 516
Charges à payer	1 215	1 029
Produits différés	105	45
Comptes de régularisation	1 320	1 074
Total autres passifs et comptes de régularisation	26 468	22 590

Les autres passifs sont tous à échéance de moins d'un an.

Les sommes présentées sous la rubrique « dépôts de garantie clients » correspondent aux sommes données en garantie par les clients dans le cadre de leur activité à règlement différé et sur les marchés dérivés.

4.2.11 Participations dans les sociétés associées et coentreprises

Cette rubrique comprend la quote-part des sociétés associées et coentreprises détenue par Bourse Direct ou ses filiales opérationnelles, consolidées selon la méthode de mise en équivalence. Au 31 décembre 2025, ce poste est composé de la société Easdaq N.V.

La variation des participations dans les sociétés associées et les coentreprises se présente comme suit :

(En milliers d'euros)	Sociétés associées	Coentreprises	Total
Au 1^{er} janvier 2025	536	0	536
Résultat net de la période	82	-	82
Dividendes distribués	-	-	0
Acquisitions	-	-	0
Cessions	-	-	0
Autres éléments du résultat global	-	-	0
Autres variations de capitaux propres	-9	-	0
Variations de périmètre	-	-	0
Écart de conversion	-	-	0
Au 31 décembre 2025	609	0	609

(En milliers d'euros)	Sociétés associées	Coentreprises	Total
Au 1^{er} janvier 2024	512	0	512
Résultat net de la période	0	-	0
Dividendes distribués	-	-	0
Acquisitions	24	-	24
Cessions	-	-	0
Autres éléments du résultat global	-	-	0
Autres variations de capitaux propres	-	-	0
Variations de périmètre	-	-	0
Écart de conversion	-	-	0
Au 31 décembre 2024	536	0	536

Les informations financières résumées, avant élimination des comptes et opérations réciproques, des principales sociétés associées se présentent comme suit :

(En milliers d'euros)	Easdaq N.V.	
	31/12/2025	31/12/2024
Lieu d'activité	Belgique	Belgique
Pourcentage de détention	9,36 %	9,36 %
Actif non courant	638	482
Actif courant	4 227	2 747
Passif non courant	1 165	602
Passif courant	1 282	997
Actif net	2 418	1 630
Quote-part du groupe dans :		
> dans l'actif net	226	152
> écarts d'acquisition	383	383
Valeur comptable au 31 décembre	609	536
Chiffre d'affaires	10 428	8 370

Résultat net de l'exercice	871	0
Autres éléments du résultat global	0	0
Résultat global de l'exercice	871	0
Quote-part du Groupe dans :		
> - le résultat net	82	0
> - les autres éléments du résultat global	0	-
> - le résultat global	82	0
Dividendes versés au Groupe	-	-

4.2.12 Immobilisations corporelles

La variation des immobilisations corporelles et des amortissements correspondants se présentent comme suit :

(En K euros)	Valeur brute au 31.12.2024	Augmentation	Diminution	Reclassement	Valeur brute au 31.12.2025
Agencements, installations	377	29	-	99	505
Matériel de transport	38	-	-	-	38
Matériel de bureau informatique	6 941	898	-1 099	183	6 922
Mobilier	134	1	-	6	141
Immobilisations corporelles en cours	53	234	-	-287	-0
Autres immobilisations corporelles	0	146	-	-	146
Total	7 543	1 307	-1 099	0	7 751

(En euros)	Amortissements cumulés au 31.12.2024	Dotations	Reprises	Amortissements cumulés au 31.12.2025
Agencements, installations	30 014	30 558	-	60 572
Matériel de transport	18 376	9 303	-	27 679
Matériel de bureau informatique	3 807 105	901 464	-1 099 364	3 609 205
Mobilier	16 527	11 775	-	28 302
Autres immobilisations corporelles	-	4 879	-	4 879
Total	3 872 022	957 979	-1 099 364	3 730 637

Valeurs Nettes Comptables (En K euros)	Valeurs Nettes Comptables 31.12.2025	Valeurs Nettes Comptables 31.12.2024
Agencements, installations	263	168
Matériel de transport	1	10
Matériel de bureau informatique	3 243	3 081
Mobilier	51	62
Immobilisations corporelles en cours	-5	53
Autres immobilisations corporelles	146	0
Total	3 698	3 374

4.2.13 Immobilisations incorporelles

La variation des immobilisations incorporelles et des amortissements correspondants se présentent comme suit :

(En K euros)	Valeur brute au 31.12.2024	Augmentation	Diminution	Reclassement	Valeur brute au 31.12.2025
Marques et brevets	17	-	-	-	17
Logiciels	956	-	-648	-	308
Autres immobilisations incorporelles	26 166	592	-7	1 602	28 353
Immobilisations incorporelles en cours	2 958	1 865	-	-1 602	3 221
Total	30 097	2 457	-655	0	31 898

(En K euros)	Amortissements et dépréciations cumulés au 31.12.2024	Dotations	Reprises	Reclassement	Amortissements et dépréciations cumulés au 31.12.2025
Marques et brevets	0	-	-		0
Logiciels	900	42	-648		294
Autres immobilisations incorporelles	21 677	1 391	-		23 068
Total	22 577	1 433	-648		23 362

Valeurs Nettes Comptables (En K euros)	Valeurs Nettes Comptables 31.12.2025	Valeurs Nettes Comptables 31.12.2024
Marques et brevets	17	17
Logiciels	14	56
Autres immobilisations incorporelles (plateformes, développements, ...)	5 284	4 489
Immobilisations en cours	3 221	2 958
Total	8 536	7 520

4.2.14 Goodwills

Au 31 décembre 2025, les goodwills sont répartis au sein de deux unités génératrices de trésorerie (UGT), à savoir Bourse Direct qui couvre l'activité de bourse en ligne et d'épargne en ligne dédiée à l'activité Retail et Exoé qui couvre l'activité de table de négociation destinée à des professionnels institutionnels.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des goodwills des UGT en 2025 en milliers d'euros.

UGT (En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Bourse en ligne	14 865	14 865
Intermédiation financière	6 188	6 188

La valeur recouvrable est estimée selon une méthode d'actualisation des flux de trésorerie futurs des activités afférentes à chacun de ces goodwills. Sur la base de prévisions d'exploitation établies sur 5 ans, sur la base d'un budget entériné par le Groupe, le flux de trésorerie normatif est actualisé semestriellement afin de déterminer la valeur de l'activité sous-jacente par rapport aux goodwills constatés et déterminer ainsi une éventuelle valeur de dépréciation.

Les différentes hypothèses retenues dans le cadre de l'actualisation des flux de trésorerie futurs des principales unités génératrices de trésorerie (UGT) sont les suivantes :

UGT	Taux d'actualisation		Taux de croissance	
	31.12.2025	31.12.2024	31.12.2025	31.12.2024
Bourse en ligne	11,76 %	12,04 %	2,00 %	2,00 %
Intermédiation financière	10,35 %	11,13 %	2,00 %	2,00 %

Les taux d'actualisation retenus incluent une prime de risque de marché pour refléter le risque sur chacun des marchés ainsi qu'une prime de risque supplémentaire pour refléter le risque supplémentaire lié à la taille des unités génératrices de trésorerie.

Les évaluations obtenues par l'utilisation de cette méthode sont supérieures aux valeurs comptables et par conséquent aucune perte de valeur n'a été constatée sur les goodwills en 2025 et 2024.

La sensibilité de la valeur d'utilité ainsi déterminée à la variation de ces deux hypothèses clefs est faible pour les deux UGT. Ainsi, une augmentation de 100 points de base appliquée au taux d'actualisation n'entraînerait pas une baisse de la valeur d'utilité qui nécessiterait de constater une dépréciation ; il en est de même pour une réduction de 100 points de base du taux de croissance à long terme.

La sensibilité de la valeur d'utilité à la variation des prévisions d'exploitation est plus importante mais une réduction de 100 points de base appliquée au résultat d'exploitation pour chaque année du budget ne nécessiterait pas de constater de dépréciation.

Pour l'UGT « Bourse en ligne », cette méthode comprend également d'autres indicateurs d'activité tels que le nombre de comptes clients ou le niveau d'activité de la clientèle (volume d'ordres exécutés). Dans le cadre de ces évaluations, le taux de croissance de l'activité et du volume d'ordres exécutés varie entre 4 % et 7 % selon l'échéance. La sensibilité de la valeur d'utilité à la variation de ces dernières hypothèses est plus importante mais une réduction de 100 points de base appliquée au taux de croissance ne nécessiterait pas de constater de dépréciation.

4.2.15 Contrat de location

Les contrats de location du Groupe concernent essentiellement des bureaux utilisés par les employés dans le cadre de leurs activités.

> Actifs liés au droit d'utilisation

2025 - En milliers d'€	Immeubles	Véhicules	Total
Valeur comptable nette au 1er janvier	3 506	0	3 506
Reclassements	-	-131	-131
Acquisitions	-	231	231
Amortissements	-908	-69	-977
Valeur comptable nette au 31 décembre	2 598	31	2 629

2024 - En milliers d'euros	Immeubles	Véhicules	Total
Valeur comptable nette au 1er janvier	4 084	0	4 084
Reclassements	-	-	-
Acquisitions	332	-	332
Amortissements	-910	-	-910
Valeur comptable nette au 31 décembre	3 506	0	3 506

> Obligations locatives

en milliers d'€	31.12.2025	31.12.2024
Dettes locatives	2 698	3 558
Total des obligations locatives au bilan	2 698	3 558

Les obligations locatives provenant des activités de financement selon le tableau des flux de trésorerie ont évolué comme suit :

en milliers d'€	01.01.2025	Éléments financiers	Éléments non financiers		31.12.2025
			Autres variations	Écarts de conversion	
Obligations locatives	3 558	-972	112	0	2 698
Total	3 558	-972	112	0	2 698

en milliers d'€	01.01.2024	Eléments financiers	Eléments non financiers		31.12.2024
			Autres variations	Écarts de conversion	
Obligations locatives	4 116	-890	332	0	3 558
Total	4 116	-890	332	0	3 558

› **Autres informations relatives aux contrats de location**

- › La charge d'intérêts sur les obligations locatives s'élève à 54 k€ en 2025 (contre 62 k€ en 2024).
 › Le total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location s'élève à 1 368 k€ en 2025 (contre 1 349 k€ en 2024).

4.2.16 Provisions

Les mouvements de provisions se présentent comme suit :

(En milliers d'euros)	Provisions liées au personnel	Provisions liées aux litiges clients et autres	Provisions pour litige fiscal	Autres provisions	Provision pour indemnité de départ à la retraite	Total
Montant au 01.01.2024	0	0	500	0	2 504	3 004
Variation du périmètre	-	-	-	-	-	-
Dotations de l'exercice	-	-	-	-	-	0
Reprises de l'exercice - Utilisées	-	-	-	-	85	85
Reprises de l'exercice - Non utilisées	-	-	-	-	308	308
Réévaluation	-	-	-	-	0	0
Montant au 31.12.2024	0	0	500	0	2 011	2 610
Variation du périmètre	-	-	-	-	-	-
Dotations de l'exercice	-	-	-	-	254	254
Reprises de l'exercice - Utilisées	-	-	-	-	138	138
Reprises de l'exercice - Non utilisées	-	-	-	-	-	0
Réévaluation	-	-	-	-	-	0
Montant au 31.12.2025	0	0	500	0	2 226	2 726

› **Provisions pour litiges**

Pour rappel, la société avait également constaté au 31 décembre 2020 une dotation pour risque sur litige fiscal d'un montant de 500 000 € à la suite d'un contrôle fiscal conduisant à une proposition de rectification au titre de l'intégralité du CIR sur les 4 années contrôlées (exercices 2014 à 2017) d'un montant total de 1,6 million d'euros.

La société conteste la position de l'administration fiscale sur la majorité des dossiers concernés et est actuellement dans un processus de réclamation contentieuse. À l'issue d'un contrôle de l'AMF réalisé en 2024 au titre des activités de 2021 à 2023, l'AMF a engagé une procédure de sanctions à l'encontre de Bourse Direct sur la base de deux griefs portant sur des sujets techniques sans relation avec la clientèle. La procédure étant en cours, le montant du risque relatif à la sanction n'a pu être apprécié à ce stade. Aucune provision n'a été enregistrée dans les comptes de la société au 31 décembre 2025.

› **Provisions pour indemnités de départ à la retraite.**

Les provisions pour pensions et retraites se répartissent comme suit :

en milliers d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Autres avantages à long terme	0	0
Provision pour des régimes à prestations définies	2 226	2 110
Total des provisions pour pensions et retraites	2 226	2 110

Les engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière pour les salariés de la société sont évalués en application de la méthode des Unités de Crédit Projetées ^[18]_[SEP]. Selon cette méthode, le montant des engagements appelé « Defined Benefit Obligation » (DBO), est déterminé en calculant le montant des prestations dues à la date du départ à la retraite en tenant compte d'une projection des salaires et de l'ancienneté à cette date, puis en prenant en compte les facteurs d'actualisation et de probabilité de présence et de survie jusqu'à la date de départ à la retraite. Enfin, le ratio de l'ancienneté à la date d'évaluation est appliqué pour déterminer les engagements à la date d'évaluation. Le montant de cet engagement ainsi calculé est enregistré au passif du bilan dans le poste des provisions. Les réévaluations du passif au titre des régimes à prestations définies sont comptabilisées en autres éléments du résultat global.

Les hypothèses actuarielles retenues dans le cadre de cette évaluation sont les suivantes :

	2025	2024
Taux d'escompte	3,96 %	3,38 %
Taux de mortalité	TH/TF 2000-2002 décalée	TH/TF 2000-2002 décalée
Taux de rotation	de 23,04 % à 0 % de 20 ans à 55 ans pour les cadres et de 26,79 % à 0 % de 20 ans à 55 ans pour les non-cadres. 0 % à partir de 56 ans.	de 23,04 % à 0 % de 20 ans à 55 ans pour les cadres et de 26,79 % à 0 % de 20 ans à 55 ans pour les non-cadres. 0 % à partir de 56 ans.
Evolution future des salaires	2,0 % (incluant l'inflation)	2,0 % (incluant l'inflation)
Age de départ à la retraite	De 62 à 67 ans selon l'année de naissance et le statut.	De 62 à 67 ans selon l'année de naissance et le statut.

Les charges liées aux régimes à prestations définies sont présentées sous la rubrique « charges de personnel ».

› **Actifs et passifs comptabilisés au bilan**

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Autres avantages à long terme	0	0
Provision pour des régimes à prestations définies	2 226	2 110
Total des provisions pour pensions et retraites	2 226	2 110

› **Mouvements de la valeur actualisée des obligations**

(En milliers d'euros)	2025	2024
Valeur actualisée des obligations au 1^{er} janvier	2 110	2 504
Coût financier	71	79
Coût des services rendus	132	167
Prestations payées	-52	-85
(Gains) / pertes actuariel(le)s liés à l'expérience	0	-93
(Gains) / pertes actuariel(le)s sur les hypothèses démographiques	2	0
(Gains) / pertes actuariel(le)s sur les hypothèses financières	-37	-462
Reclassements	0	0
Écart de conversion	0	0
Valeur actualisée des obligations au 31 décembre	2 226	2 110

› **Ecart actuariels des régimes à prestations définies enregistrés dans les autres éléments du résultat global**

(En milliers d'euros)	2025	2024
Écart actuariels sur les passifs des régimes	37	462
Ajustements liés à l'expérience relatifs aux passifs des régimes	-2	93
Ajustements liés à l'expérience relatifs aux actifs des régimes	0	0
Gain (perte) sur la réévaluation des régimes à prestations définies	35	555

› **Charges comptabilisées au compte de résultat**

(En milliers d'euros)	2025	2024
Coût des services rendus	132	167
Charge d'intérêt net	71	80
Coût / (produit) des régimes à prestations définies	203	247

› **Analyse de la sensibilité**

Les résultats de l'analyse de la sensibilité sur la valeur des engagements au 31.12.2025 sont les suivants :

Indicateur	Variation de l'indicateur appliquée	Impact sur la valeur de l'engagement
Taux d'actualisation	Hausse de 25 bp	-3 %
	Baisse de 25 bp	+3,1 %
Hausse des salaires	Hausse de 50 bp	+6,2 %
	Baisse de 50 bp	-5,7 %

Les résultats de l'analyse de la sensibilité sur la valeur des engagements au 31.12.2024 sont les suivants :

Indicateur	Variation de l'indicateur appliquée	Impact sur la valeur de l'engagement
Taux d'actualisation	Hausse de 25 bp	-3 %
	Baisse de 25 bp	+3,1 %
Hausse des salaires	Hausse de 50 bp	+6,2 %
	Baisse de 50 bp	-5,7 %

4.2.17 Capitaux propres et plans dont le paiement est fondé sur des actions

4.2.17.1 Variation des capitaux propres

Composition du capital

A la clôture de l'exercice, le capital social est composé de 51 608 964 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,25 euro chacune contre 52 904 233 actions au 31 décembre 2024. La baisse du nombre d'actions s'explique par l'annulation des 1 295 269 titres autodétenus au cours de l'exercice.

Actionnaires importants

› E-Viel :	83,25 %
› SwissLife Assurance et Patrimoine :	8,04 %
› Amiral Gestion :	2,16 %
› Public :	6,55 %

Affectation du résultat 2024

Conformément à la décision de l'Assemblée générale des actionnaires qui s'est tenue le 14 mai 2025, le résultat 2024 a été affecté de la manière suivante :

Distribution de dividende	10 580 846,60 €
Report à nouveau	7 679 694,48 €
	18 260 541,08 €

Soit un dividende de 0,20 euro par action.

4.2.17.2 Actions propres

Au 31 décembre 2025, Bourse Direct ne détient plus d'actions propres. Au 31 décembre 2024, la société détenait 1 295 269 actions propres représentant 2,45 % du capital, affectées à l'objectif d'annulation.

Les variations enregistrées en 2025 sont les suivantes :

(En Euros)	Situation au 31/12/2024			Augmentations : Rachats			Diminutions : cessions / annulations			Situation au 31/12/2025		
	Valeur unitaire	Nombre d'actions	Valeur	Valeur unitaire	Nombre d'actions	Valeur	Valeur unitaire	Nombre d'actions	Valeur	Valeur unitaire	Nombre d'actions	Valeur
Actions rachetées avec objectif d'annulation	4,70	1 295 269	6 086 101	0	0	0	4,70	1 295 269	6 086 101	0	0	0

4.2.17.3 Réserves consolidées

Cette rubrique se décompose comme suit :

(En milliers d'euros)	Bénéfice au bilan	Réserve pour actions propres	Écarts actuariels à prestations définies	Autres réserves	Réserves consolidées
Réserves consolidées au 1^{er} janvier 2025	46 651	6 086	-541	1 399	53 593
Résultat net de l'exercice	19 738	-	-	-	19 738
Réévaluation des régimes à prestations définies	-	-	27	-	27
Incidence de la comptabilisation d'instruments de couverture	-	-	-	-	0
Incidence de la réévaluation d'actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	-	-	-	-	0
Incidence de la réévaluation d'actifs financiers actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global des entreprises associées et coentreprises	-	-	-	-	0
Résultat global de la période	19 738	0	27	0	19 765
Affectation à la réserve générale	-	-	-	-	0
Affectation à la réserve pour actions propres	6 086	-6 086	-	-	0
Exercice d'options de souscription d'actions	-	-	-	-	0
Incidence de la comptabilisation des options de souscriptions d'actions	-	-	-	-	0
Dividendes versés	-10 322	-	-	-	-10 322
Incidence des variations de périmètre/ Autres variations	-762	-	-	-	-762
Réserves consolidées au 31 décembre 2025	61 391	0	-514	1 399	62 274

(En milliers d'euros)	Bénéfice au bilan	Réserve pour actions propres	Écarts actuariels à prestations définies	Autres réserves	Réserves consolidées
Réserves consolidées au 1^{er} janvier 2024	42 043	767	-956	1 399	42 253
Résultat net de l'exercice	19 133	-	-	-	19 133
Réévaluation des régimes à prestations définies	-	-	415	-	415
Incidence de la comptabilisation d'instruments de couverture	-	-	-	-	0
Incidence de la réévaluation d'actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	-	-	-	-	0
Incidence de la réévaluation d'actifs financiers actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global des entreprises associées et coentreprises	-	-	-	-	0
Résultat global de la période	19 133	0	415	0	19 548
Affectation à la réserve générale	-	-	-	-	0
Affectation à la réserve pour actions propres	-5 319	5 319	-	-	0
Exercice d'options de souscription d'actions	-	-	-	-	0
Incidence de la comptabilisation des options de souscriptions d'actions	-	-	-	-	0
Dividendes versés	-8 260	-	-	-	-8 260
Incidence des variations de périmètre/ Autres variations	-946	-	-	-	-946
Réserves consolidées au 31 décembre 2024	46 651	6 086	-541	1 399	53 593

La réserve d'écarts actuariels des régimes à prestations définies est utilisée pour enregistrer les modifications des hypothèses à long terme et la différence entre les hypothèses prises et l'évolution réelle des régimes à prestations définies.

Autres éléments du résultat global

Cette rubrique se décompose comme suit :

2025 (En milliers d'euros)	Attribuables aux actionnaires de la société mère						
	Écart de conversion	Réserve de couverture	Réserve de réévaluation	Réévaluation du passif (de l'actif) au titre des régimes à prestations définies	Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	-	-	-	-	0	-	0
Réévaluation du passif (de l'actif) au titre des régimes à prestations définies	-	-	-	27	27	0	27
Total des autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat	0	0	0	27	27	0	27
Autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat	-	-	-	-	-	-	-
Ajustement à la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie	-	-	-	-	-	-	-
› constatés dans la réserve de couverture	-	-	-	-	0	-	0
› transférés au compte de résultat	-	-	-	-	0	-	0
Ajustement à la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	-	-	-	-
› constatés dans la réserve de réévaluation	-	-	-	-	0	-	0
› transférés au compte de résultat	-	-	-	-	0	-	0
Écarts de conversion	-	-	-	-	0	-	0
Transfert des écarts de conversion au compte de résultat	-	-	-	-	0	-	0
Écarts de réévaluation	-	-	-	-	0	-	0
Autres éléments du résultat global des sociétés associées	-	-	-	-	0	-	0
Total des autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat	0	0	0	0	0	0	0
Autres éléments du résultat global de l'exercice, nets d'impôts	0	0	0	27	27	0	27

2024 (En milliers d'euros)	Attribuables aux actionnaires de la société mère						
	Ecart de conversion	Réserve de couverture	Réserve de réévaluation	Réévaluation du passif (de l'actif) au titre des régimes à prestations définies	Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	-	-	-	-	0	-	0
Réévaluation du passif (de l'actif) au titre des régimes à prestations définies	-	-	-	415	415	1	416
Total des autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat	0	0	0	415	415	1	416
Autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat	-	-	-	-	-	-	-
Ajustement à la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie	-	-	-	-	-	-	-
› constatés dans la réserve de couverture	-	-	-	-	0	-	0
› transférés au compte de résultat	-	-	-	-	0	-	0
Ajustement à la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	-	-	-	-

> constatés dans la réserve de réévaluation	-	-	-	-	-	-	-
> transférés au compte de résultat	-	-	-	-	0	-	0
Écarts de conversion	-	-	-	-	0	-	0
Transfert des écarts de conversion au compte de résultat	-	-	-	-	0	-	0
Écarts de réévaluation	-	-	-	-	0	-	0
Autres éléments du résultat global des sociétés associées	-	-	-	-	0	-	0
Total des autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat	0	0	0	0	0	0	0
Autres éléments du résultat global de l'exercice, nets d'impôts	0	0	0	415	415	1	416

4.2.18 Produit net bancaire

Le produit net bancaire s'établit à 70 231 k€ euros en 2025, à comparer à 70 369 k€ euros en 2024, soit une hausse de 0,2 %. Les principales composantes du produit net bancaire sont les suivantes :

- > des produits de commission qui s'établissent à 39 150 k€ en 2025, contre 35 179 k€ en 2024 ;
- > des frais d'exécutions des transactions pour un montant de 5 808 k€ euros en 2025, contre 4 238 k€ euros en 2024.

Les autres revenus proviennent essentiellement de produits de trésorerie et de tenue de comptes. Les autres produits d'exploitation sont, quant à eux, présentés en note 4.2.19.

Le chiffre d'affaires s'élève à 76 294 k€ en 2025 contre 75 382 k€ en 2024.

4.2.19 Autres produits d'exploitation bancaire

Les autres produits d'exploitation bancaire se décomposent comme suit :

(En milliers d'euros)	2025	2024
Produits réalisés avec les sociétés liées	123	183
Autres produits	1 100	1 168
Total	1 223	1 351

Les autres produits sont principalement constitués de prestations informatiques et de ventes d'espaces publicitaires.

4.2.20 Charges générales d'exploitation

Les charges générales d'exploitation se composent comme suit :

(En milliers d'euros)	2025	2024
Rémunération du personnel	10 630	11 483
Charges sociales	5 032	5 101
Impôts et taxes	1 770	1 839
Autres services techniques	14 368	12 706
Honoraires et frais annexes	1 755	1 660
Publicité, publications et relations publiques	1 563	1 521
Participation des salariés	1 906	2 327
Frais postaux et de télécommunication	261	241
Autres charges d'exploitation	2 938	3 859
Total	40 223	40 737

Les principales charges générales d'exploitation de la société sont constituées de frais de personnel, pour un montant de 15 662 k€ en 2025, contre 16 584 k€ en 2024 (hors participation). Les charges sociales incluent un montant de 1 043 k€ au titre des charges de retraite.

4.2.21 Coût du risque

Ce poste d'un montant de -14 k€ en 2025, contre -228 k€ en 2024, est principalement constitué de dotations et de reprises de dépréciation de créances de clients.

4.2.22 Impôt sur les bénéfices

La charge d'impôt de l'exercice se compose des éléments suivants :

(En milliers d'euros)	2025	2024
Charge d'impôts courants	6 877	6 780
Charges / (Produits) d'impôts différés	-25	-74
Impôts sur le bénéfice	6 852	6 706

Aucune charge d'impôt relative au résultat exceptionnel n'est à constater.

L'écart entre le taux d'imposition effectif et le taux d'imposition normatif de Bourse Direct peut s'analyser comme suit :

	2025		2024	
	%	En milliers d'euros	%	En milliers d'euros
Résultat avant impôts	-	26 681	-	25 992
Ajustement de la quote-part des sociétés associées et coentreprises	-	-82	-	0
Résultat avant impôts et quote-part dans le résultat des sociétés associées et coentreprises	-	26 599	-	25 992
Taux d'imposition normatif	25,67 %	6 828	25,67 %	6 670
Effet fiscal des éléments suivants :				
Effet fiscal des produits non imposables	0,00 %	0	0,00 %	0
Effet fiscal des charges non déductibles	0,10 %	22	0,06 %	14
Impôts concernant les exercices antérieurs	0,00 %	0	0,00 %	0
Divers	0,01 %	2	0,09 %	20
Taux d'imposition effectif du Groupe	25,76 %	6 852	25,80 %	6 706

Conformément aux dispositions fiscales françaises, le taux normal de l'impôt sur les sociétés était de 25,0 % en 2025 (contre 25,0 % en 2024) auquel s'ajoute la contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %, soit un taux de 25,67 % en 2025.

Le taux moyen d'imposition consolidé normatif est calculé comme la moyenne pondérée des taux d'imposition en vigueur pour chacune des filiales. Celui-ci varie d'un exercice à l'autre en fonction du poids relatif de chaque entité individuelle dans le résultat avant impôts du Groupe, ainsi que des changements de taux d'imposition des filiales opérationnelles.

Des impôts différés ont été comptabilisés sur les autres éléments du résultat global comme suit :

(En milliers d'euros)	2025	2024
Écarts actuariels des régimes à prestations définies	9	139
Autres	0	0
Total charges / (produits) d'impôts différés	9	139

4.2.23 Résultat par action

Le résultat de base par action est obtenu en divisant le résultat net - part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, déduction faite du nombre moyen des actions propres détenues par le Groupe.

Le résultat dilué par action résulte de la division entre, au numérateur, le résultat net - part du Groupe corrigé des éléments liés à l'exercice des instruments dilutifs et, au dénominateur, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice augmenté du nombre moyen pondéré d'actions qui seraient créées dans le cadre de l'exercice des instruments dilutifs, déduction faite des actions propres.

Les éléments de calcul retenus pour la détermination du résultat par action de Bourse Direct sont détaillés ci-après :

Résultat de base	2025	2024
Résultat net - part du Groupe (en milliers d'euros)	19 738	19 133
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	52 587 612	52 904 233
Nombre moyen d'actions autodétenues	978 648	1 083 054
Résultat de base par action (en euro)	0,38	0,37
Résultat dilué	2025	2024
Résultat net - part du Groupe (en milliers d'euros)	19 738	19 133
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	52 587 612	52 904 233
Ajustement pour effet dilutif des options sur actions et des attributions gratuites d'actions	0	0
Nombre moyen d'actions autodétenues	978 648	1 083 054
Nombre moyen pondéré d'actions retenu pour le résultat dilué par action	51 608 964	51 821 179
Résultat dilué par action (en euro)	0,38	0,37

4.2.24 Autres informations

4.2.24.1 Engagements hors-bilan

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Engagements donnés		
Titres en conservation	-	-
Titres à livrer	79 395	56 404
Garantie à 1ere demande donnée	-	-
Autres engagements donnés	-	-
Total	79 395	56 404
Engagements reçus		
Titres à recevoir	56 139	43 781
Découvert autorisé des banques	-	-
Caution reçue sur découvert autorisé	-	-

Caution reçue sur garantie à 1ère demande	-	-
Autres garanties reçues de la clientèle	46 324	59 768
Autres engagements reçus	-	-
Total	102 463	103 549

Les titres à livrer et à recevoir reflètent les opérations d'achats et de ventes de titres pour le compte des clients de la société non dénouées à la clôture.

Les titres détenus en conservation pour le compte des clients représentent 9 137 millions d'euros au 31 décembre 2025 et 7 914 millions d'euros au 31 décembre 2024. Le stock de titres de la clientèle prêté dans le cadre du service de prêt de titres s'élève à 24,2 millions d'euros au 31 décembre 2025.

L'acquisition de la société Exoé avait fait l'objet d'une garantie de passif et d'autres engagements.

4.2.24.2 Opérations avec des parties liées

NATURE DES FONCTIONS DES EMPLOYÉS CLEFS

Sont considérés comme employés clefs, les membres du Directoire de Bourse Direct.

REMUNERATION DES EMPLOYÉS CLEFS

Le Président du Directoire – Directeur général perçoit une rémunération fixe au titre du mandat ainsi qu'une rémunération variable en fonction des résultats de la société. En 2025 il a perçu un montant total de 673 438 €.

Le Directeur général adjoint perçoit une rémunération au titre de son contrat de travail incluant une part variable. En 2025 il a perçu un montant total de 340 501,55 €.

Le troisième membre du Directoire perçoit une rémunération au titre de son contrat de travail. En 2025, il a perçu un montant total de 235 435 €.

Aucun avantage en nature, avantage postérieur à l'emploi, autre avantage à long terme, indemnité de fin de contrat de travail et paiement fondé sur des actions n'est accordé à ces employés clefs.

TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Un contrat de sous-location est conclu avec son actionnaire ultime, Viel et Compagnie-Finance. Les loyers et de charges locatives sur l'exercice 2025 facturées par la Société Viel et Compagnie-Finance s'élèvent à 1 587 827,18 euros.

Une convention de trésorerie existe entre Bourse Direct et la société VIEL & Cie. Au 31 décembre 2025, l'avance en compte courant de notre Société est nulle et aucune charge d'intérêts n'a été générée en 2025.

4.2.24.3 Effectifs

	2025	2024
Effectif à la clôture	148	146
<i>Cadre</i>	135	131
<i>Non cadre</i>	13	15
Effectif moyen	146,4	146
<i>Cadre</i>	136,3	131
<i>Non cadre</i>	10,1	15

4.2.24.4 Instruments financiers

Risque de crédit

EXPOSITION AU RISQUE DE CREDIT

Risque de change

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale du Groupe au risque de crédit. L'exposition au risque de crédit se présente comme suit :

(En milliers d'euros)	2025	2024
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	0	0
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	5 023	5 023
Autres actifs financiers	76 125	53 919
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	1 203 913	1 037 397
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	3 670	20 685
Total	1 288 731	1 117 024

Pertes de crédit attendues

L'échéancier des différentes créances ainsi que les pertes de crédit attendues se présente comme suit :

(En milliers d'euros)	2025		2024	
	Valeur brute	Pertes de crédit attendues	Valeur brute	Pertes de crédit attendues
Créances non arriérées	1 283 024	-1	1 111 701	-371
Moins de 30 jours d'arriéré	-	-	-	-
Entre 31 et 60 jours d'arriéré	-	-	-	-
Entre 61 et 90 jours d'arriéré	-	-	-	-
Entre 91 et 180 jours d'arriéré	3	-3	1	-1
Plus de 180 jours d'arriéré	681	-681	299	-299
Total	1 283 708	-685	1 114 331	-671

A la suite de l'adoption de la norme IFRS 9 Instruments financiers, le Groupe applique une méthode simplifiée pour mesurer les pertes de crédit attendues sur la durée de vie des différentes créances (créances clients, créances sur les établissements de crédit ainsi que les créances comptabilisées sous la rubrique « Autres actifs financiers »). Une analyse est effectuée par les sociétés du Groupe sur la base de l'échéancier des créances en tenant compte de données historiques sur les défauts, de la situation actuelle et prévisible à la date de clôture.

Le mouvement de la dépréciation pour pertes de valeur attendues sur les créances clients et comptes rattachés au cours de la période se présente comme suit :

(En milliers d'euros)	2025	2024
Dépréciation au 1 ^{er} janvier	-671	-442
Variations de périmètre	-	-
Dotation de l'exercice	-32	-229
Reprise utilisée	-	-
Reprise non utilisée	18	-
écart de conversion	-	-
Dépréciation au 31 décembre	685	-671

Risque de liquidité

Les échéances contractuelles résiduelles des passifs financiers incluant le montant estimatif des paiements d'intérêts se présentent comme suit :

31 décembre 2025

	A moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Total
Dettes représentées par un titre	5 963	-	-	-	-	5 963
Comptes de négociation et de règlement	19 687	-	-	-	-	19 687
Dettes envers les établissements de crédit	50 106	-	-	-	-	50 106
Dettes envers la clientèle	1 174 741	-	-	-	-	1 174 741
Dettes locatives	244	240	503	1 517	194	2 698
Comptes de régularisation et autres passifs	24 562	1 906	-	-	-	26 468
Total	1 275 303	2 146	503	1 517	194	1 279 663

31 décembre 2024

	A moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Total
Dettes représentées par un titre	4 655	-	-	-	-	4 655
Comptes de négociation et de règlement	14 930	-	-	-	-	14 930
Dettes envers les établissements de crédit	39 066	-	-	-	-	39 066
Dettes envers la clientèle	1 002 489	-	-	-	-	1 002 489
Dettes locatives	224	225	452	2 331	325	3 558
Comptes de régularisation et autres passifs	20 263	2 327	-	-	-	22 590
Total	1 081 627	2 552	452	2 331	325	1 087 288

En l'absence d'éléments contractuels et au regard de la nature des passifs concernés, les échéances sont présentées dans la tranche « A moins de 3 mois ».

Risque de change

Bourse Direct est très peu exposée au risque de change en raison de son très faible positionnement hors France et de la nature de la clientèle du groupe.

31 décembre 2025

(En milliers d'euros)	USD	GBP	EUR	CHF	Autres	Total
Devises fonctionnelles	-	-	-	-	-	-
USD	-	-	-	-	-	-
GBP	-	-	-	-	-	-
EUR	121	870	0	1 176	-	2 167

CHF	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-
	121	870	0	1 176	-	

31 décembre 2024

(En milliers d'euros)	USD	GBP	EUR	CHF	Autres	TOTAL
Devises fonctionnelles	-	-	-	-	-	-
USD	-	-	-	-	-	0
GBP	-	-	-	-	-	0
EUR	-47	1 033	-	607	-3	1 590
CHF	-	-	-	-	-	0
Autres	-	-	-	-	-	0
	-47	1 033		607	-3	

*Risque de taux d'intérêts***PROFIL**

Bourse Direct est très peu exposée au risque de taux d'intérêts global.

La Société n'accorde aucun crédit à sa clientèle exception faite pour les opérations de règlement différé des titres acquis par ses clients. Le financement du prêt / emprunt de titres s'effectue sur la base des taux d'intérêts. Le différentiel de taux actuel ne fait pas courir de risques de taux à Bourse Direct. La variation des taux d'intérêts influe sur le niveau de PNB de la Société dans le cadre de la gestion de la trésorerie.

Au 31 décembre, le profil des instruments financiers portant intérêts se présente comme suit :

(En milliers d'euros)	2025	2024
Actifs financiers	988 887	918 596
Passifs financiers	2 698	3 558
Instruments à taux fixe (net)	986 189	915 038
Actifs financiers	217 162	105 899
Passifs financiers	-	-
Instruments à taux variable (net)	217 162	105 899
Total net	1 203 350	1 020 937

ANALYSE DE SENSIBILITE DES FLUX DE TRESORERIE POUR LES INSTRUMENTS A TAUX VARIABLES

Les actifs et passifs financiers à taux variables comprennent essentiellement de la trésorerie et équivalents de trésorerie ainsi que des dettes financières. Les dettes financières émises à des taux variables exposent le Groupe aux risques de flux de trésorerie sur taux d'intérêt.

Au 31 décembre, une augmentation de 50 points de base des taux d'intérêts aurait augmenté (diminué) le résultat et les capitaux propres des montants présentés ci-après. Cette analyse repose sur l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes et est effectuée sur la même base pour l'année précédente.

31 décembre 2025

(En milliers d'euros)	Résultat	Capitaux propres
Actifs financiers nets	1 086	-

31 décembre 2024

(En milliers d'euros)	Résultat	Capitaux propres
Actifs financiers nets	524	-

Juste valeur

Le tableau suivant présente la valeur comptable des actifs et passifs financiers ainsi que leur juste valeur selon le niveau hiérarchique suivant :

Le niveau 1 correspond à un prix coté (non ajusté) sur un marché actif pour un instrument identique.

Le niveau 2 correspond aux justes valeurs déterminées sur la base d'un modèle d'évaluation utilisant des données directement observables sur un marché (niveau 1) ou à partir de prix observés.

Le niveau 3 correspond aux justes valeurs déterminées sur la base d'un modèle d'évaluation qui utilise des données qui ne sont pas observables sur le marché.

La juste valeur n'est pas indiquée pour les postes dont la valeur comptable représente une estimation raisonnable de leur juste valeur. Les méthodes pour déterminer les justes valeurs sont décrites dans la section regroupant les principales méthodes comptables.

31 décembre 2025

(En milliers d’euros)	Valeur comptable	Juste Valeur			
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<u>Actifs financiers évalués à la juste valeur</u>					
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	5 023	-	5 023	-	5 023
<u>Actifs financiers évalués au coût amorti</u>					
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	1 203 913	-	-	-	0
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	3 670	-	-	-	0
Autres actifs financiers	76 125	-	-	-	0
Total actifs financiers	1 288 731	0	5 023	0	5 023
<u>Passifs financiers évalués au coût amorti</u>					
Dettes locatives	2 698	-	-	-	0
Dettes envers les établissements de crédit	50 106	-	-	-	0
Dettes envers la clientèle	1 174 741	-	-	-	0
Dettes représentées par un titre	5 963	-	-	-	0
Total passifs financiers	1 233 508	0	0	0	0

31 décembre 2024

(En milliers d’euros)	Valeur comptable	Juste Valeur			
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<u>Actifs financiers évalués à la juste valeur</u>					
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	5 023	-	5 023	-	5 023
<u>Actifs financiers évalués au coût amorti</u>					
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	1 037 397	-	-	-	0
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	20 685	-	-	-	0
Autres actifs financiers	53 919	-	-	-	0
Total actifs financiers	1 117 024	0	5 023	0	5 023
<u>Passifs financiers évalués au coût amorti</u>					
Dettes locatives	3 558	-	-	-	0
Dettes envers les établissements de crédit	39 066	-	-	-	0
Dettes envers la clientèle	1 002 489	-	-	-	0
Dettes représentées par un titre	4 665	-	-	-	0
Total passifs financiers	1 049 768	0	0	0	0

4.2.24.6 Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires versés en 2025 et 2024 par la société à ses commissaires aux comptes sont les suivants :

	KPMG		Talenx Alteis		Autre
	Montant (€ HT)		Montant (€ HT)		Montant (€ HT)
	2025	2024	2025	2024	2024
Audit					
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels & Conso	116 560	114 275	113 390	94 695	15 000
Emetteur	116 560	114 275	96 590	94 695	
Filiales intégrées globalement	-	-	16 800	-	15 000
Autres services	-	-	-	-	-
Emetteur	-	-	-	-	-
Filiales intégrées globalement	-	-	-	-	-
Sous-total	116 560	114 275	113 390	94 695	15 000
Autres prestations rendues par les réseaux	-	-	-	-	-
Juridique, fiscal, social	-	-	-	-	-
Autres (préciser si > 10 % des honoraires d’audit)	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	-	-
Total	116 560	114 275	113 390	94 695	15 000

4.2.25 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

	BOURSE DIRECT	Entrées de l'exercice	% de contrôle	% d'intérêt		Capital en milliers	Méthode MEE/IG/IP
			Société consolidante	100,00 %	EUR	-	Société consolidante
France	Exoé, Paris		100,00 %	100,00 %	EUR	530	IG
Pays-Bas	EASDAQ N.V.		9,36 %	9,36 %	EUR	2 633	MEE

4.2.26 CONSOLIDATION DE BOURSE DIRECT

Via sa société mère E-Viel, le groupe Bourse Direct est intégré dans la consolidation des comptes de VIEL & Cie, dont le siège social est situé au 9, Place Vendôme - 75001 Paris, et dont la maison mère est Viel et Compagnie-Finance, 23 Place Vendôme - 75001 PARIS.

4.2.27 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA DATE DE CLOTURE

Au jour de l'arrêté des comptes, Bourse Direct n'a connu aucun événement significatif depuis la clôture de l'exercice 2025.

28. - Attestation des commissaires aux comptes

A l'Assemblée Générale de la société Bourse Direct,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Bourse Direct S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

FONDEMENT DE L'OPINION**› Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

› Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS – POINTS CLES DE L'AUDIT

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

› Evaluation des Goodwills*Point clé de l'audit*

Comme indiqué dans les notes 4.2.1 et 4.2.14 de l'annexe aux comptes consolidés de votre Groupe, les goodwills au 31 décembre 2025 s'élèvent à 21 m€. Votre groupe teste tous les semestres les goodwills pour identifier d'éventuelles pertes de valeur. La valeur d'utilité des goodwills est appréciée par référence à des flux de trésorerie futurs actualisés sur l'unité génératrice de trésorerie auxquelles les goodwills sont affectés. La méthodologie et les hypothèses utilisées pour réaliser ces tests sont décrites en note 4.2.14.

Nous avons considéré ce sujet comme un point clé de l'audit dans la mesure où l'évaluation des goodwills implique des jugements complexes de la part de la direction financière sur les différentes hypothèses utilisées pour l'actualisation des flux de trésorerie futurs.

Réponse d'audit apportée

Nous avons apprécié la méthodologie des tests de dépréciation effectués au regard des normes comptables. Nous avons également réalisé les procédures suivantes :

› comparer les budgets et les hypothèses de croissance des périodes passées avec les résultats réels afin d'apprécier le processus d'estimation réalisé par la direction financière dans la détermination des flux de trésorerie

- › apprécier la cohérence des hypothèses sous-jacentes, d'une part, au regard des prévisions des flux de trésorerie et d'exploitation des activités établies sous le contrôle de la direction financière, et, d'autre part, au regard de l'environnement économique aux dates de clôture et d'établissement des comptes ;
- › apprécier la cohérence des hypothèses constituant le taux d'actualisation établi par la direction de votre société avec des données de marché ;
- › apprécier la conformité de la méthode de calcul utilisée et vérifier les calculs arithmétiques ;
- › apprécier le caractère approprié des informations figurant dans l'annexe aux comptes consolidés.

VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

AUTRES VERIFICATIONS OU INFORMATIONS PREVUES PAR LES TEXTES LEGAUX ET REGLEMENTAIRES

› Format de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451 -1-2 du Code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Président du Directoire. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes consolidés qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

› Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Bourse Direct S.A. par l'Assemblée Générale du 10 mai 2023 pour le cabinet KPMG S.A. et du 19 mai 2009 pour le cabinet TALENZ ALTEIS AUDIT.

Au 31 décembre 2025, le cabinet KPMG S.A. était dans la troisième année de sa mission sans interruption et le cabinet TALENZ ALTEIS AUDIT dans la dix-septième année.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDES

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire.

RESPONSABILITES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES CONSOLIDES

› Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- › il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- › il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- › il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- › il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation.

Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

› il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

› concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

› Rapport au Comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris et Paris-La Défense, le 21 avril 2026

Les Commissaires aux Comptes

TALENZ ALTEIS AUDIT :
Christophe CHARETON / Aurélie LEMAZURIER

KPMG S.A. : Sophie MEDDOURI

29 - Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.